



Avis de droit n° 1 demandé par la Commission thématique 4: organisation territoriale et relations extérieures

La collaboration intercommunale en Suisse

Introduction	2
1. Les buts ou tâches de la collaboration intercommunale	3
2. Les motifs de la collaboration intercommunale	3
2.1 Les motifs d'ordre économique	3
2.1.1 Les économies d'échelle	4
2.1.2 Les effets de débordement	4
2.1.3 Les effets d'encombrement	4
2.2 Les motifs d'ordre administratif	4
2.2.1 La bureaucratie	5
2.2.2 L'information	5
3. Les formes de la collaboration intercommunale	5
4. Le fonctionnement de la collaboration intercommunale	6
5. Les organismes de regroupement des communes	7
5.1 Au niveau cantonal	7
5.2 Au niveau fédéral	7
Conclusion	8
Annexe: Tableau des bases constitutionnelles et légales cantonales en matière de collaboration intercommunale	9
Références bibliographiques	105

Introduction

La collaboration intercommunale est entendue comme la réalisation d'une tâche publique communale par deux ou plusieurs communes ou par une personne morale. La collaboration intercommunale nécessite une implication active des communes, que ce soit d'une façon productive ou directive à l'accomplissement d'une tâche. En revanche, si une commune n'est concernée que passivement, il ne s'agit pas de collaboration intercommunale.¹ Celle-ci est au bénéfice, en Suisse, d'une longue tradition² et repose en général sur la volonté propre des communes, mais peut également être imposée³.

Les tâches communales ont connu une diversification et une multiplication telles que de nombreux services ont été dévolus à la charge des communes. A titre d'exemple, nous pouvons citer le contrôle des habitants, les services d'approvisionnement et d'élimination, la sécurité sociale ainsi que l'organisation des votations. Face à ces nombreuses tâches, les communes sont confrontées à des limites de performance. Ces nouvelles exigences ont entraîné différents modes de collaboration intercommunale pour pallier les charges liées au développement des tâches communales.⁴ La collaboration est ainsi de plus en plus fréquente⁵: selon les chiffres disponibles en 2005, 72% des communes avaient recours à la collaboration intercommunale.⁶ L'accomplissement de tâches communales à travers la collaboration intercommunale implique un abandon partiel de la souveraineté communale et peut être bâtie sur une base volontaire, lorsque les communes décident de collaborer librement, sans qu'une quelconque intervention de l'extérieur ne serve de moteur. Au contraire, la collaboration peut également être encouragée, auquel cas des mesures incitatives de l'Etat la favorisent.⁷ A l'exception de la législation du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, toutes les législations cantonales mentionnent la collaboration intercommunale.⁸ Selon les cas, la législation cantonale ne fait qu'énumérer les différentes formes de collaboration possibles, ou introduit des mesures incitatives. Dans d'autres cas, la possibilité de contraindre les communes à collaborer est prévue. Certaines subventions peuvent également dépendre de l'accomplissement des tâches dans le cadre de la collaboration intercommunale.⁹ Dès lors, au vu de la diversité cantonale, la collaboration se présente sous des formes variées.¹⁰

Il s'agira ici de déterminer pour quelles tâches (1), pour quels motifs (2) et sous quelles formes (3) la collaboration intercommunale se développe. Nous verrons également quels modes de fonctionnement peuvent être adoptés (4). Enfin, nous mentionnerons brièvement les organismes de regroupement des communes (5).

Précisons qu'il ne sera pas fait mention ici de la fusion de communes qui peut être l'étape ultime de la collaboration intercommunale, mais qui se traduit par la création d'une nouvelle commune et n'est dès lors pas un cas de collaboration intercommunale, les communes préexistantes cessant d'avoir une existence propre pour être intégrées dans la nouvelle entité.

¹ STEINER, Collaboration intercommunale et fusion de communes en Suisse, p. 109-110.

² *Idem*, p. 112.

³ GUY-ECABERT, Divers instruments de la collaboration intercommunale, en particulier le contrat de coordination, p. 86.

⁴ LADNER, Collaborations et fusions dans les communes suisses, p. 5-7.

⁵ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 1.

⁶ STEINER, Intekommunale Zusammenarbeit in der Schweiz, p. 53.

⁷ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 3.

⁸ HORBER-PAPAZIAN/JACOT-DESCOMBES, La collaboration intercommunale en Suisse, p. 109.

⁹ *Idem*, p. 113.

¹⁰ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 1.

1. Les buts ou tâches de la collaboration intercommunale

Les buts de la collaboration intercommunale peuvent également être définis comme les tâches communales pour lesquelles les communes choisissent de collaborer. Il s'agit dès lors des différents domaines qui font, sous une forme ou une autre, partie de la collaboration intercommunale.

Le recours à la collaboration intercommunale pour l'accomplissement des différentes tâches est fortement influencé par la répartition des celles-ci, opérée entre les cantons et les communes.¹¹ Il revient en effet aux cantons de déterminer l'étendue de l'autonomie communale et de définir leurs compétences.¹² Cela découle de l'article 50 alinéa 1 de la Constitution fédérale, selon lequel: "[l]'autonomie communale est garantie dans les limites fixées par le droit cantonal". Dès lors, il est nécessaire de se référer au droit cantonal pour déterminer l'étendue des compétences communales, et par la-même définir pour quels domaines les communes peuvent collaborer entre elles. Pour les tâches dévolues aux communes et pour lesquelles chaque commune isolément pourrait rencontrer des problèmes de gestion ou fonctionnement, la collaboration intercommunale apparaît comme un bon moyen de préserver sa compétence et d'éviter qu'une tâche ne soit reprise par le canton. La commune préserve alors sa compétence mais est tout de même limitée dans ses décisions en la matière dans la mesure où elle doit composer avec les autres communes.¹³

Pour chacune des tâches communales l'on trouve des exemples de collaboration intercommunale. Cependant, celle-ci reste plus répandue dans certains domaines. Les tâches qui font le plus couramment l'objet d'une collaboration intercommunale sont les suivantes: la protection sociale, le service du feu, les écoles, la protection civile et la gestion des déchets.¹⁴ Les tâches liées à la protection civile et au service du feu tout comme le domaine scolaire et médical font ainsi l'objet d'une collaboration intercommunale dans plus de 70% des communes.¹⁵ L'étendue de la collaboration intercommunale dépend cependant des cantons: dans certains, les communes collaborent dans de nombreux domaines, dans d'autres la collaboration est limitée à certaines tâches plus restreintes.¹⁶

2. Les motifs de la collaboration intercommunale

La collaboration intercommunale peut répondre à différents motifs. Nous en retiendrons deux: les motifs économiques et administratifs. Les premiers répondent à des critères de rendement d'échelle, d'effets de débordement et d'effets de congestion. Les deuxièmes relèvent de la bureaucratie et de l'information.¹⁷

2.1 Les motifs d'ordre économique

Nous retiendrons trois éléments d'ordre économique: les économies d'échelle, les effets de débordement ainsi que les effets d'encombrement.¹⁸

¹¹ *Idem*, p. 8.

¹² AUER/MALINVERNI/HOTTELIER, Droit constitutionnel suisse, p. 92.

¹³ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 8.

¹⁴ STEINER, Collaboration intercommunale et fusion de communes en Suisse, p. 117 et STEINER, Intekommunale Zusammenarbeit in der Schweiz, p. 53.

¹⁵ STEINER, Intekommunale Zusammenarbeit in der Schweiz, p. 59.

¹⁶ LADNER, Collaborations et fusions dans les communes suisses, p. 8.

¹⁷ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 20.

¹⁸ Pour plus de détails voir DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 20-23.

2.1.1 Les économies d'échelle

La notion d'économie d'échelle s'emploie lorsque la relation entre le coût d'une prestation et le nombre d'utilisateurs est caractérisée par la diminution du coût en fonction de l'augmentation de la population.¹⁹

L'économie d'échelle consiste à faire diminuer le coût de chaque unité produite en élargissant le cercle des usagers des prestations publiques. Ce principe est applicable aux services communaux tels que la voirie, l'instruction publique, tout comme aux services centraux que sont la comptabilité et la police des habitants ainsi qu'aux organes politiques (le législatif et l'exécutif).²⁰

2.1.2 Les effets de débordement

Les effets de débordement existent lorsque l'activité déployée par une commune a des répercussions pour les communes avoisinantes, sans que celles-ci ne participent à l'accomplissement de la tâche. C'est-à-dire que les communes voisines n'interviennent ni dans les décisions qui se rattachent à l'activité, ni dans son financement.²¹ Le cercle des bénéficiaires est alors plus large que le cercle des habitants de la commune qui fournit la prestation.²² Deux types de débordements sont à distinguer: les avantages qui débordent physiquement du territoire de la commune, comme certains aménagement du territoire (assainissement d'un cours d'eau par exemple) qui peuvent bénéficier aux communes voisines, ou alors des services utilisés sur le sol de la commune mais par des utilisateurs non-résidents (piscine par exemple).²³

Dans ces cas de figure, la collaboration intercommunale permet de tendre vers une plus grande efficacité de l'allocation des ressources.

2.1.3 Les effets d'encombrement

Les effets d'encombrement sont relatifs à l'utilisation des biens ou services par des consommateurs qui se déplacent sur le sol d'une autre commune pour en disposer. Il s'agit d'un corollaire à la mobilité intercommunale des consommateurs. Dans ce cas, l'on assiste à un excès de consommateurs par rapport à l'offre offerte par la commune. La somme des consommateurs initiaux et des consommateurs "mobiles", dont les communes d'origine ne font pas partie des décideurs et des payeurs, conduit alors à l'engorgement ou l'encombrement des services sollicités. Il en ressort une perte de qualité et de bien-être pour les consommateurs initiaux.²⁴

2.2 Les motifs d'ordre administratif

Les arguments de type administratif sont au nombre de deux: la bureaucratie et l'information.²⁵

¹⁹ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 20.

²⁰ SOGUEL, Collaboration ou fusion de communes: conditions économiques, p. 65-66.

²¹ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 21.

²² SOGUEL, Collaboration ou fusion de communes: conditions économiques, p. 68.

²³ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 22 et SOGUEL, Collaboration ou fusion de communes: conditions économiques, p. 68.

²⁴ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 23.

²⁵ Pour plus de détails voir DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 23-25.

2.2.1 La bureaucratie

La réalisation de prestations publiques entraîne des tâches de nature administrative qui nécessitent des ressources (humaines, techniques, etc.). Toute gestion de ce genre implique des coûts que les communes qui collaborent à la réalisation d'un service public peuvent réduire en mettant en place une structure commune propre à leur collaboration.²⁶

2.2.2 L'information

Les coûts liés à l'information englobent ceux liés à la recherche et l'analyse des préférences des citoyens. Si la recherche doit être dirigée vers l'extérieur, en cas d'effets de débordement par exemple, les recherches s'avèrent coûteuses car elles nécessitent l'obtention de données détenues par d'autres autorités communales.²⁷

3. Les formes de la collaboration intercommunale

Pour qu'il y ait collaboration intercommunale il faut tout d'abord que les communes participent activement à la réalisation du service. Il faut de surcroît que la tâche publique serve à plus d'une commune.²⁸

Plusieurs formes de collaboration intercommunale sont possibles en Suisse. Les tâches peuvent être réalisées par une commune, par plusieurs ou par une personne morale.²⁹

Toutefois, les communes ne sont pas laissées libres dans le choix de la forme de la collaboration. En effet, la collaboration intercommunale doit s'exercer dans le cadre des formes prévues par le droit cantonal. Si certains cantons, comme celui de Berne par exemple³⁰, favorisent le libre choix de la forme de la collaboration aux communes, d'autres encouragent la collaboration tout en restreignant la marge de manœuvre des communes.³¹ Il convient donc de se référer au droit cantonal pour déterminer quelles formes de collaboration les communes peuvent utiliser. L'on trouve des traces de la collaboration intercommunale dans plusieurs constitutions cantonales, dans les lois sur les communes et dans leurs dispositions d'exécution ainsi que parfois dans des lois spéciales.³²

Selon que la collaboration relève du droit privé ou du droit public, crée une nouvelle personne morale ou pas, la forme de la collaboration varie. A cet égard, il faut relever que si l'on trouve des formes de droit privé et de droit public, cette dernière est le plus communément proposée par le droit cantonal.³³ Si la collaboration relève du droit privé sans pour autant créer une nouvelle personne morale, il s'agira communément d'un contrat de droit privé ou d'une société simple. En revanche si une nouvelle personne morale est créée, celle-ci peut prendre la forme d'une association, d'une société coopérative, d'une société anonyme ou d'une fondation de droit privé.³⁴

S'agissant d'un rapport basé sur le droit public, s'il ne repose pas sur la création d'une nouvelle personne morale, il s'agira d'un contrat de droit administratif. La fondation de droit public ainsi que le syndicat de communes relèvent en revanche de la création d'une personne morale de droit public. Le recours à la création d'une collectivité territoriale ou à

²⁶ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 24.

²⁷ *Idem*, p. 24.

²⁸ STEINER, Interkommunale Zusammenarbeit in der Schweiz, p. 57.

²⁹ *Idem*, p. 57.

³⁰ Voir art. 5 LCo (RS/BE 170.11).

³¹ STEINER, Interkommunale Zusammenarbeit und Gemeindezusammenschlüsse in der Schweiz, p.90-91.

³² GUY-ECABERT, Divers instruments de la collaboration intercommunale, en particulier le contrat de coordination, p. 83.

³³ MANFRINI/WISARD, Les instruments juridiques de la collaboration intercommunale, p. 33.

³⁴ GUY-ECABERT, Divers instruments de la collaboration intercommunale, en particulier le contrat de coordination, p. 85.

une personne morale avec statut de supracommunalité (corporation de communes) peut également être envisagé.³⁵

La collaboration en droit public étant prédominante, il convient de citer brièvement les différentes possibilités offertes à cet égard.

La forme la plus simple est alors la convention qui est un contrat de droit administratif. Les droits cantonaux en font état en terme "d'ententes intercommunales". Cette forme est utilisée plus particulièrement pour la réalisation de tâches précises, comme la construction d'une école par exemple.³⁶ L'entente (*Zweckverband*) se distingue du syndicat (*Gemeindeverband*) par la limitation de sa tâche.³⁷

Lorsque la forme conventionnelle ne suffit pas, le droit cantonal donne la possibilité de créer une corporation de droit public. La terminologie varie alors en fonction des cantons. A Genève³⁸ il s'agit du groupement intercommunal, alors qu'à Berne³⁹ référence est faite aux syndicats de communes (*Gemeindeverband*).⁴⁰ L'agglomération a également un statut de corporation de droit public et les communes membres lui délèguent la réalisation de certaines tâches.⁴¹ Au vu de la variété des terminologies employées, il convient à nouveau de se référer à chaque législation cantonale.

4. Le fonctionnement de la collaboration intercommunale

La création d'une collaboration intercommunale a pour effet la mise sur pied d'organes de décision et d'exécution pour assurer son bon fonctionnement. La structure bicéphale est employée, mais sa terminologie varie d'un canton à l'autre. L'autorité administrative⁴² ou législative⁴³ (conseil intercommunal, assemblée de délégués ou autre dénomination)⁴⁴ et exécutive (comité de direction, comité, conseil syndical ou autres dénominations)⁴⁵ tendent en effet à être nommées différemment en fonction de la législation cantonale applicable.⁴⁶ Il convient alors de se référer à la loi sur les communes de chaque canton.⁴⁷ Par ailleurs, il faut ajouter l'existence d'organes de contrôle.⁴⁸

Selon les cantons, les droits politiques jouent également leur rôle. Il en va ainsi par exemple à Fribourg où tant le référendum facultatif⁴⁹ qu'obligatoire⁵⁰ peuvent intervenir dans les

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ MANFRINI/WISARD, Les instruments juridiques de la collaboration intercommunale, p. 26-27.

³⁷ GUY-ECABERT, Divers instruments de la collaboration intercommunale, en particulier le contrat de coordination, p. 90.

³⁸ Art. 51 ss. LAC (RS/GE B 6 05).

³⁹ Art. 7 lit. a LCo (RS/BE 170.11).

⁴⁰ MANFRINI/WISARD, Les instruments juridiques de la collaboration intercommunale, p. 29.

⁴¹ GUY-ECABERT, Divers instruments de la collaboration intercommunale, en particulier le contrat de coordination, p. 89.

⁴² MANFRINI/WISARD, Les instruments juridiques de la collaboration intercommunale, p. 30.

⁴³ STEINER, Interkommunale Zusammenarbeit und Gemeindezusammenschlüsse in der Schweiz, p. 101.

⁴⁴ Voir par exemple STEINER, Interkommunale Zusammenarbeit und Gemeindezusammenschlüsse in der Schweiz, p. 101.

⁴⁵ Voir par exemple STEINER, Interkommunale Zusammenarbeit und Gemeindezusammenschlüsse in der Schweiz, p. 101.

⁴⁶ MANFRINI/WISARD, Les instruments juridiques de la collaboration intercommunale, p. 30.

⁴⁷ Voir annexe.

⁴⁸ DAFFLON/PERRITAZ, La collaboration intercommunale, p. 5-6.

⁴⁹ Art. 123d loi sur les communes (RS/FR 140.1)

1 Le dixième du total des citoyens actifs des communes membres ou les conseils communaux du quart des communes membres peuvent demander qu'une décision de l'assemblée des délégués soit soumise au vote des citoyens lorsqu'elle a pour objet :

a) une dépense nette supérieure au montant fixé dans les statuts ;
b) un cautionnement ou des sûretés analogues pouvant entraîner une telle dépense ;
c) l'adoption, l'abrogation ou la modification d'un règlement de portée générale.

2 La demande de referendum est déposée auprès du secrétariat communal du lieu où l'association a son siège, dans les soixante jours dès la publication dans la Feuille officielle de la décision sujette à referendum.

décisions relatives à la collaboration intercommunale. En effet, pour pallier le déficit démocratique qui peut être le corollaire de la collaboration intercommunale, les outils de la démocratie directe comme le référendum facultatif ou obligatoire ainsi que l'initiative ont tendance à être mis en place dans le domaine de la collaboration intercommunale.⁵¹

5. Les organismes de regroupement des communes

Il existe, tant au niveau cantonal que fédéral, des organismes qui regroupent l'ensemble ou une grande partie des communes comprises dans le champ géographique du groupement.

5.1 Au niveau cantonal

A Genève, l'Association des communes genevoises regroupe l'ensemble des communes genevoises.⁵² L'Association a pour but principal la préservation et la promotion des intérêts de ses membres.⁵³

Les autres cantons, a priori à la seule exception de Bâle-Ville, connaissent des organisations cantonales⁵⁴, cependant toutes ne regroupent pas l'ensemble des communes du canton.

Ainsi, à titre d'exemple, en 2008, l'Association des communes neuchâteloises comptait en son sein 61 communes sur les 62 communes du canton.

En revanche, l'Association des communes fribourgeoises regroupe l'ensemble des communes.⁵⁵ Chargée de promouvoir la défense des intérêts de ses membres⁵⁶, l'Association a trois organes: l'assemblée générale, le comité (organe exécutif)⁵⁷ et l'organe de révision⁵⁸.

De l'ensemble des groupements dont les documents sont accessibles, il ressort des statuts que les groupements communaux cantonaux sont constitués en associations au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse. Il convient en conséquence de se référer aux dispositions pertinentes du Code civil ainsi qu'aux statuts de chaque association pour définir ses organes et autres modalités de fonctionnement.

5.2 Au niveau fédéral

Au niveau fédéral, l'Association des communes suisses, fondée en 1953 a pour tâche de préserver les intérêts communs des communes. Actuellement, 1850 communes des 2631 communes suisses sont membres de l'Association. Elles représentent ainsi environ le 70% des communes.⁵⁹

3 Dans le cas du r[é]f[é]rendum populaire, les listes de signatures sont transmises aux communes concernées pour vérification. Celles-ci les renvoient dans les vingt jours, munies de l'attestation prévue en matière cantonale, au secrétariat communal qui les a transmises, pour dénombrement des signatures.

⁵⁰ Art. 123e loi sur les communes (RS/FR 140.1)

1 Les décisions de l'assemblée des délégués entraînant une dépense nette supérieure au montant fixé dans les statuts pour le référendum obligatoire font l'objet d'un vote populaire.

2 La votation doit avoir lieu dans les cent huitante jours à compter de la date de la décision.

⁵¹ HORBER-PAPAZIAN/JACOT-DESCOMBES, La collaboration intercommunale en Suisse, p. 118.

⁵² Art. 4 statuts de l'Association des communes genevoises.

⁵³ Art. 5 statuts de l'Association des communes genevoises.

⁵⁴ Pour une liste de ces groupements, voir www.chgemeinden.ch/de/8-links/Kantonalverbaende.php, consulté le 21.10.09.

⁵⁵ Voir <http://fr.acf-fgv.ch/run?iset=1367&refpage=28392&sansframe=tr>, consulté le 21.10.09.

⁵⁶ Art. 4 statuts de L'Association des communes fribourgeoises.

⁵⁷ Art. 11 statuts de L'Association des communes fribourgeoises.

⁵⁸ Art. 5 statuts de L'Association des communes fribourgeoises.

⁵⁹ Voir www.chgemeinden.ch/fr/1-verband/2-Mitglieder.php?navid=2, consulté le 21.10.09.

Conclusion

S'il est vrai que la collaboration intercommunale est ancrée en Suisse et que les communes y ont majoritairement recours, il n'en demeure pas moins que, comme c'est souvent le cas en Suisse, il n'est pas possible de donner une réponse uniforme et homogène aux diverses questions qui peuvent se poser dans ce domaine. En effet, le droit cantonal définit quelles possibilités sont ouvertes aux communes afin que celles-ci collaborent entre elles. Il convient donc largement de se référer au droit cantonal en vigueur pour connaître la marge de manœuvre des communes. Par ailleurs, le droit cantonal ne donne en général pas une seule et unique réponse et il est alors nécessaire de se pencher du côté de la pratique pour effectuer un examen au cas par cas.

Annexe: Tableau des bases constitutionnelles et légales cantonales en matière de collaboration intercommunale

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Argovie	Art. 93 constitution (RS/AG 110.000) 5. Kantonale Verwaltung 1 Die kantonale Verwaltung wird in Departemente gegliedert. Es können dezentralisierte Verwaltungseinheiten gebildet werden. 2 Die Departemente werden durch Mitglieder des Regierungsrates geleitet. 3 Verwaltungsobliegenheiten des Kantons können selbstständigen Anstalten, Gemeinden, interkantonalen und interkommunalen Organisationen oder gemischtwirtschaftlichen Unternehmen übertragen werden. Ausnahmsweise können auch privatrechtliche Organisationen mit der Erfüllung solcher Aufgaben betraut werden, sofern der Rechtsschutz der Bürger und die Aufsicht durch den Regierungsrat sichergestellt sind	Art. 72 Gemeindegesetz (RS/AG 171.100) I. Zweck 1 Die Gemeinden können durch Vertrag vereinbaren, dass Aufgaben gemeinsam erfüllt oder einer Gemeinde zur Erfüllung übertragen werden. 2 Der Regierungsrat kann die gemeinsame Besorgung von Verwaltungsaufgaben anordnen, sofern eine sachgerechte Verwaltung nicht mehr gewährleistet ist sowie wesentliche Einsparungen und Vereinfachungen erreicht werden. Die betroffenen Gemeinden sind vorher anzuhören. Art. 74 Gemeindegesetz (RS/AR 171.100) I. Begriff und Zweck Der Gemeindeverband ist eine aus verschiedenen Gemeinden bestehende Körperschaft des öffentlichen Rechts mit dem Zweck der Erfüllung einer oder mehrerer Aufgaben.

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Appenzell Rhodes- Extérieures	Art. 103 constitution (RS/AR 111.1) Verhältnis der Gemeinden unter sich und zum Kanton 1 Die Gemeinden arbeiten bei der Erfüllung ihrer Aufgaben unter sich, mit dem Kanton und allenfalls mit ausserkantonalen Gemeinden zusammen. 2 Sie können mit Zustimmung des Regierungsrates Zweckverbände gründen oder sich zu anderen Organisationen zusammenschliessen. 3 Ist eine Aufgabe anders nicht zu erfüllen, kann der Regierungsrat zwei oder mehrere Gemeinden zur Zusammenarbeit verpflichten.	Art. 30 Gemeindegesetz (RS/AR 151.11) Formen der Zusammenarbeit 1 Die Gemeinden können Aufgaben erfüllen, indem sie namentlich a) mit dem Kanton, weiteren Gemeinden, Zweckverbänden, anderen öffentlichrechtlichen Körperschaften oder Anstalten öffentlichrechtliche Verträge abschliessen, b) zusammen mit dem Kanton oder gemeinsam Aufgaben an öffentliche, gemischtwirtschaftliche oder private Körperschaften oder Anstalten übertragen, c) zusammen mit dem Kanton oder gemeinsam Zweckverbände oder Anstalten errichten oder sich an solchen Einrichtungen beteiligen. 2 Die Gemeinden können privatrechtliche Verträge abschliessen, soweit dadurch nicht Rechte und Pflichten allgemeinverbindlich geordnet werden. 3 Öffentlichrechtliche Verträge mit ausserkantonalen Körperschaften und Anstalten bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Art. 31 Gemeindegesetz (RS/AR 151.11) Zweckverbände a) Begriff 1 Der Zweckverband ist eine Körperschaft des kantonalen öffentlichen Rechts mit eigener Rechtspersönlichkeit. 2 Mitglieder sind Gemeinden, die sich zur gemeinsamen Erfüllung einer (Einzweckverband) oder mehrerer (Mehrzweckverband) sachlich zusammenhängender Gemeindeaufgaben zusammenschliessen. Andere öffentlichrechtliche Körperschaften oder Anstalten können dem Zweckverband angehören, wenn sie zum Verbandszweck eine besondere Beziehung haben.

Suite Appenzell Rhodes- Extérieures		Art. 32 Gemeindegesetz (RS/AR 151.11) b) Entstehung 1 Der Zweckverband entsteht mit der Zustimmung aller beteiligten Gemeinden, Körperschaften und Anstalten zu den Statuten und deren Genehmigung durch den Regierungsrat. Mit der Genehmigung erlangt der Zweckverband die Rechtspersönlichkeit. Änderungen der Statuten bedürfen der Zustimmung aller Beteiligten und Genehmigung durch den Regierungsrat. 2 Der Regierungsrat kann Gemeinden verpflichten, sich zu einem Zweckverband zusammenzuschliessen oder einem Zweckverband beizutreten, wenn gesetzliche Aufgaben anders nicht erfüllt werden können. Aus den gleichen Gründen kann er einen Zweckverband verpflichten, weitere Gemeinden aufzunehmen. Bei Uneinigkeit über die Bedingungen des Zusammenschlusses oder des Beitritts entscheidet der Regierungsrat nach Anhörung der Beteiligten. Art. 33 Gemeindegesetz (RS/AR 151.11) c) Statuten Die Statuten enthalten mindestens Angaben über a) Name, Mitglieder, Zweck und Sitz des Verbandes; b) die Organe des Verbandes, deren Zusammensetzung und Befugnisse; c) die Grundsätze der Finanzierung der Verbandsaufgaben und die Art der Verteilung der finanziellen Lasten unter den Mitgliedern; d) die Voraussetzungen und das Verfahren betreffend Beitritt und Austritt; e) das Verfahren zur Auflösung des Verbandes und der Verwendung des Vermögens bzw. Tragung der Schulden.
---	--	--

Suite Appenzell Rhodes-Extérieures		Art. 34 Gemeindegesetz (RS/AR 151.11) d) Organe Organe des Zweckverbandes sind mindestens a) die Delegiertenversammlung, b) der Vorstand, c) die Kontrollstelle.
Appenzell Rhodes-Intérieures	_60	_61
Bâle-Campagne	Art. 48 constitution (RS/BL 100) Zusammenarbeit ¹ Der Kanton fördert die Zusammenarbeit der Gemeinden. ² Die Gemeinden können zur Erfüllung bestimmter Aufgaben mit anderen Gemeinden innerhalb und ausserhalb des Kantons Verträge abschliessen, Zweckverbände bilden sowie Anstalten und Amtsstellen gemeinsam führen. Gründung und Satzungen von Zweckverbänden und Anstalten bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. ³ Ausnahmsweise kann der Landrat Gemeinden verpflichten, bestehenden Zweckverbänden beizutreten oder neue zu bilden. ⁴ Die Mitwirkungsrechte der Stimmberechtigten in den Zweckverbänden sind zu wahren.	Art. 34c Gemeindegesetz (RS/BL 180) Zweckverbände mit ausserkantonalen Gemeinden ¹ Basellandschaftliche Gemeinden dürfen Zweckverbänden beitreten, die unter ausserkantonalem Recht stehen. ² Ausserkantonale Gemeinden dürfen Zweckverbänden beitreten, die unter basellandschaftlichem Recht stehen. ³ Der Regierungsrat kann im Falle von Absatz 1 den Beitritt aus übergeordneten kantonalen Interessen ausnahmsweise untersagen. Art. 34d Gemeindegesetz (RS/BL 180) Statuten ¹ Die Statuten des Zweckverbandes enthalten alle grundlegenden und wichtigen Bestimmungen. ² Die Statuten können die Übertretung ihrer Vorschriften unter Strafe stellen und dabei Bussen bis 1'000 Fr. vorsehen. Die Durchführung des Strafverfahrens obliegt dem Gemeinderat des Ortes der Übertretung. ³ Statuten und ihre Änderungen bedürfen der Genehmigung der Gemeindeversammlungen aller beteiligten Gemeinden. Das fakultative Referendum

⁶⁰ La législation d'Appenzell Rhodes-Intérieures ne mentionne pas la collaboration intercommunale. Voir HORBER-PAPAZIAN/JACOT-DESCOMBES, La collaboration intercommunale en Suisse, p. 109.

⁶¹ La canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures ne dispose pas d'loi sur les communes. Voir HORBER-PAPAZIAN/JACOT-DESCOMBES, La collaboration intercommunale en Suisse, p. 109.

Suite Bâle-Campagne		bleibt vorbehalten. Art. 34^e Gemeindegesetz (RS/BL 180) Organe ¹ Oberstes Organ des Zweckverbandes ist die Versammlung der Gemeindedelegierten. ² Der Gemeinderat ist das Wahlorgan für die Gemeindedelegierten. Die Gemeinden können durch Reglement ein anderes Wahlorgan festlegen. ³ Die Statuten können weitere Organe vorsehen. In diesem Fall bezeichnen die Statuten deren Aufgaben sowie dasjenige Organ, das den Zweckverband vertritt. Art. 34f Gemeindegesetz (RS/BL 180) Verordnungskompetenz ¹ In den Statuten kann der Zweckverband ermächtigt werden, ausführende Verordnungen zu bestimmten Sachgebieten zu erlassen. ² Im Falle von Gebührenverordnungen bezeichnen die Statuten die gebührenpflichtigen Leistungen, den Kreis der gebührenpflichtigen Personen sowie den Gebührenrahmen. Art. 34g Gemeindegesetz (RS/BL 180) Verfügungskompetenz ¹ In den Statuten kann der Zweckverband ermächtigt werden, Verfügungen zu erlassen. ² Für den Erlass und die Anfechtung von Verfügungen gelten die entsprechenden Bestimmungen dieses Gesetzes sinngemäss. Art. 34h Gemeindegesetz (RS/BL 180) Zweckverbandsangestellte ¹ Der Zweckverband kann seine Angestellten öffentlich-rechtlich anstellen oder mit ihnen einen privatrechtlichen Arbeitsvertrag abschliessen. ² Die Zweckverbandsangestellten unterstehen derselben Haftung sowie derselben Schweige- und Ausstandspflicht wie die Gemeindeangestellten. Art. 34i Gemeindegesetz (RS/BL 180) Beizug Dritter ¹ Der Zweckverband kann zur Erfüllung von Aufgaben Dritte beiziehen. Dabei hat er mit geeigneten Massnahmen sicherzustellen, dass diese die Schweigepflicht einhalten. ² Der Erlass von Verfügungen kann nicht an Dritte übertragen werden.
-----------------------------------	--	---

Suite Bâle-Campagne		Art. 34k Gemeindegesetz (RS/BL 180) Rechnungsprüfung ¹ Der Zweckverband bestellt eine Rechnungsprüfungskommission. Die Statuten regeln die Mitgliederzahl und das Wahlorgan. ² Die Rechnungsprüfungskommission prüft das gesamte Rechnungswesen des Zweckverbandes. Ihre Aufgaben und Befugnisse richten sich nach den §§ 99 und 100. ³ Sie erstattet der Delegiertenversammlung sowie den Gemeinderäten der beteiligten Gemeinden schriftlich Bericht. Art. 34l Gemeindegesetz (RS/BL 180) Geltung für Anstalten Für die Anstalten gelten die Bestimmungen über die Zweckverbände sinngemäss.
Bâle-Ville	<i>Zusammenarbeit</i> Art. 67 constitution (RS/BS 111.100) 1Der Kanton fördert die Zusammenarbeit der Gemeinden. 2 Die Gemeinden können zur Erfüllung bestimmter Aufgaben im öffentlichen Interesse Zweckverbände oder gemeinsame Anstalten errichten, Verträge mit Gemeinden innerhalb und ausserhalb des Kantons sowie mit Gebietskörperschaften des benachbarten Auslandes abschliessen und sich an öffentlichen, gemischtwirtschaftlichen und privaten Unternehmungen beteiligen. <i>Aufsicht</i> Art. 68 constitution (RS/BS 111.100) 1Die Gemeinden stehen unter der Aufsicht des Kantons. Diese wird durch den Regierungsrat ausgeübt. 2 Die Aufsicht beschränkt sich auf eine Rechtskontrolle, ausser wenn das Gesetz eine Überprüfung der Angemessenheit vorsieht.	Rien dans Gemeindegesetz (RS/BS 170.100).

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Berne	Art. 110 constitution (RS/BE 101.1) Coopération intercommunale ¹ Le canton encourage la coopération intercommunale. ² Les communes peuvent participer à des syndicats de communes ou à d'autres organisations afin d'assumer ensemble certaines tâches. La loi peut les y obliger. ³ La loi détermine le contenu nécessaire des statuts des organisations intercommunales. ⁴ Les droits de participation du corps électoral et des autorités des communes qui sont membres d'une organisation intercommunale seront sauvegardés. Art. 110a constitution (RS/BE 101.1) [Introduit le 17. 6. 2007] Coopération régionale ¹ Le canton prévoit des collectivités de droit communal particulières en vue de la coopération régionale des communes sur une base contraignante. ² La législation fixe les tâches et le périmètre des collectivités; elle règle les questions d'organisation et de procédure. ³ La création et la dissolution d'une collectivité requièrent la majorité des votants et celle des communes concernées. ⁴ Le corps électoral exprime sa volonté lors de votations régionales. Le droit de vote appartient aux personnes domiciliées dans le périmètre de la collectivité qui ont le droit de vote en matière cantonale.	Art. 5 Loi sur les communes/LCo (RS/BE 170.11) Principe du libre choix ¹ Les communes peuvent s'associer pour assumer des tâches communales ou régionales. ² Les communes qui coopèrent ou envisagent de le faire dans plusieurs domaines au sein de régions ou d'agglomérations concluent un contrat de coopération. ³ Le contrat précise - a les communes faisant partie de la région ou de l'agglomération (périmètre général); - b les différents domaines de la coopération en indiquant dans chaque cas la forme juridique choisie et les communes concernées; - c les grandes lignes de l'organisation ainsi que la nature et l'étendue des ressources utilisées. ⁴ Le contrat de coopération est porté à la connaissance du Conseil-exécutif. ⁵ Les services cantonaux compétents conseillent et soutiennent les communes selon les besoins. Art. 6 LCo (RS/BE 170.11) Obtention de subventions subordonnée à la coopération Le canton peut faire dépendre ses subventions à l'accomplissement de certaines tâches communales ou régionales d'une coopération entre les communes si cette dernière permet une efficacité accrue ou des économies et qu'elle est dans l'intérêt public.

Suite - Berne	Art. 111 constitution (RS/BE 101.1) Organisation ¹ Le canton fixe les grandes lignes de l'organisation communale. Il règle le régime financier des communes et la surveillance cantonale. ² Les communes sont soumises à la même responsabilité que le canton pour autant que la loi n'en dispose pas autrement.	Art. 7 LCo (RS/BE 170.11) Formes La coopération intercommunale peut revêtir les formes suivantes: <i>A</i> syndicat de communes, <i>B</i> rapport contractuel, <i>C</i> entreprise de droit public (établissement) ou <i>D</i> personne morale de droit privé. Art. 8 LCo (RS/BE 170.11) Obligation de coopérer ¹ Si l'accomplissement efficace et économique des tâches l'exige, le Conseil-exécutif peut fixer aux communes d'une région ou d'une agglomération un délai pour élaborer un contrat de coopération. ² Si aucun contrat de coopération approprié n'est soumis au Conseil-exécutif dans le délai imparti, le Grand Conseil peut obliger les communes à coopérer par une loi ou un arrêté. ³ Le Grand Conseil précise <i>a</i> les communes concernées par la coopération (périmètre général); <i>b</i> les différents domaines de la coopération en indiquant dans chaque cas la forme juridique choisie et les communes concernées; <i>c</i> les grandes lignes de l'organisation ainsi que la nature et l'étendue des ressources utilisées. ⁴ La participation des communes est garantie.
-----------------------------	---	---

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Fribourg	Art. 134 constitution (RS/FR 10.1) Collaboration intercommunale 1 L'Etat encourage la collaboration intercommunale. 2 Les communes peuvent s'associer pour l'accomplissement d'une ou de plusieurs tâches. Elles doivent adhérer à tous les buts de l'association. 3 L'Etat peut obliger des communes à faire partie d'une association ou à en fonder une. 4 Les communes peuvent créer des structures administratives régionales.	CHAPITRE VI Loi sur les communes (RS/FR 140.1) Collaboration intercommunale Art. 107 Principe et formes 1 Plusieurs communes peuvent collaborer pour l'accomplissement de tâches d'intérêt commun. 2 A cet effet, elles participent à une conférence régionale, concluent une entente intercommunale ou constituent une association de communes. 2bis Elles peuvent aussi se constituer en agglomération, conformément à la législation en la matière. 3 ... 4 Sont réservées les dispositions de la législation spéciale. Art. 107bis Conférence régionale 1. La conférence régionale a pour but de coordonner les activités de plusieurs communes dans un domaine déterminé. A cet effet, elle peut notamment favoriser la conclusion d'une entente intercommunale, préparer la constitution d'une association de communes ou d'une agglomération ou harmoniser les réglementations communales. 2. A la requête d'au moins deux communes ou de sa propre initiative, le préfet réunit les communes concernées en une conférence régionale dont il détermine le périmètre; si la conférence englobe des communes de plusieurs districts, les préfets concernés se concertent. 3. La conférence régionale peut prendre les décisions suivantes: a) attribuer des mandats d'étude ou créer des groupes de travail; b) fixer une date à laquelle l'organe communal compétent de chaque commune convoquée doit s'être prononcé sur un projet élaboré conformément à l'alinéa 1. 4. Chaque commune convoquée doit se faire représenter à la conférence régionale par un membre du conseil communal.

Suite Fribourg	5. La conférence régionale peut valablement siéger lorsque la majorité des communes convoquées sont représentées. Elle prend ses décisions à la majorité des représentants des communes présents. 6. Les frais découlant du fonctionnement de la conférence régionale ou des décisions qu'elle prend sont pris en charge par toutes les communes convoquées proportionnellement à leur population légale. Toutefois, la conférence régionale peut, à l'unanimité des membres présents, prévoir une autre clé de répartition. Art. 108 Entente intercommunale 1. L'entente intercommunale fait l'objet d'une convention écrite qui détermine notamment le but de l'entente, son organisation, la commune qui tient la comptabilité, le mode de répartition des frais, le statut des biens et les modalités de résiliation. 2. La convention est conclue par les conseils communaux des communes intéressées. Les attributions de l'assemblée communale ou du conseil général sont réservées. 3. Un exemplaire de la convention est transmis au Service des communes et un au préfet. 4. Le Conseil d'Etat peut contraindre une ou plusieurs communes à participer à une entente ou à en conclure une, aux mêmes conditions et selon la même procédure que celles qui sont prévues à l'article 110. Art. 109 Association de communes a) Principe 1. Lorsque la collaboration comporte un engagement important et durable, les communes créent une association. 2. Une association peut avoir pour but l'accomplissement de plusieurs tâches (association à buts multiples). Toutes les communes membres doivent participer à toutes les tâches de l'association. 3. ... Art. 109bis abis) Constitution 1. Les statuts doivent être acceptés par toutes les communes intéressées. 2. Ils sont soumis au Conseil d'Etat pour approbation. L'arrêté d'approbation confère à l'association la personnalité morale de droit public. Il est publié dans la Feuille officielle.
------------------------------	---

Suite Fribourg		Art. 110 b) Obligation de s'associer 1. Lorsqu'une ou plusieurs communes ne sont pas en mesure d'exécuter les tâches qui leur incombent en vertu du droit fédéral ou cantonal ou lorsqu'un intérêt régional important le justifie, le Conseil d'Etat peut obliger les communes à s'associer ou à adhérer à une association. 2. Pour les mêmes motifs, il peut obliger une association à recevoir d'autres communes. 3. A défaut d'entente sur les conditions d'association ou d'adhésion, le Conseil d'Etat décide. 4. Dans tous les cas, il entend les intéressés et prend l'avis du préfet. Art. 111 c) Statuts aa) Contenu obligatoire Les statuts doivent déterminer : a) les communes membres de l'association ; b) le nom et le but de l'association ; c) le lieu où l'association a son siège ; d) la représentation des communes à l'assemblée des délégués ; e) les règles relatives à la convocation de l'assemblée des délégués ; f) la composition du comité de direction ; g) les ressources de l'association ; h) le mode de répartition des charges financières entre les communes associées ; - hbis) les montants respectifs à partir desquels les dépenses sont soumises aux referendums obligatoire et facultatif ; i) les conditions de sortie d'une commune, y compris les règles déterminant les droits et les obligations de la commune sortante ; j) les règles concernant la dissolution de l'association, le sort de ses biens et celui de ses dettes.
------------------------------	--	---

Suite Fribourg		Art. 112 bb) Autres clauses 1 Si les statuts prévoient la constitution d'un capital social ou la possibilité de recourir à l'emprunt, ils doivent fixer respectivement le montant du capital et la limite d'endettement de l'association. 2 Si les statuts le prévoient, l'association peut offrir des services à des communes ou à des associations de communes par contrat de droit public et au minimum au prix coûtant. Art. 113 cc) Modification 1 Les modifications essentielles des statuts doivent être approuvées par les trois quarts des communes, dont la population légale doit en outre être supérieure aux trois quarts de la population légale de toutes les communes membres de l'association. Sont des modifications essentielles celles qui ont trait aux articles 111, 112, 114 al. 2, 116 al. 1 et 121 al. 2. 1bis Toutefois, l'unanimité est requise pour la reprise d'une nouvelle tâche par l'association. L'article 110 demeure réservé. 2 La modification ne peut entrer en vigueur avant son approbation par la Direction en charge des communes 1). <i>1) Actuellement : Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.</i> Art. 114 d) Organes de l'association 1 Les organes de l'association sont : a) l'assemblée des délégués ; b) le comité de direction ; c) ... 2 Les statuts peuvent prévoir d'autres organes.
------------------------------	--	--

Suite Fribourg	Art. 115 e) Assemblée des délégués aa) Composition 1 L'assemblée des délégués se compose de représentants de chacune des communes de l'association. 2 Les statuts déterminent le nombre de délégués ainsi que le nombre de voix dont dispose chaque délégué, en tenant compte notamment du chiffre de la population et de l'importance que l'entreprise revêt pour chacune des communes. Toutefois, un délégué ne peut avoir plus de 5 voix. 3 Une commune ne peut disposer de plus de la moitié des voix. 4 Le conseil communal désigne, en principe en son sein, les délégués de la commune. Le mandat de délégué peut porter sur la législature ou sur une période plus limitée. Dans l'exercice de leur fonction, notamment lorsqu'il s'agit de dépenses d'investissement nouvelles, les délégués se réfèrent à l'avis du conseil communal. Le conseil communal peut révoquer un délégué pour de justes motifs. 4bis La durée des fonctions des délégués prend fin au terme de la période pour laquelle ils ont été désignés et, dans tous les cas, avec la législature. Les délégués sortants restent cependant en charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs. 5 Les membres de l'assemblée qui sont élus au comité de direction perdent leur qualité de délégué. 6 Le président de l'assemblée des délégués peut aussi être le président du comité de direction si les statuts le prévoient. Art. 116 bb) Attributions 1 L'assemblée des délégués se constitue pour la législature en élisant, sous réserve de désignations statutaires, son président, son vice-président et son secrétaire. 2 L'assemblée des délégués a les attributions suivantes : a) elle élit le président et les autres membres du comité de direction ; b) elle décide du budget, approuve les comptes et le rapport de gestion; c) elle vote les dépenses d'investissement, les crédits supplémentaires qui s'y rapportent, ainsi que la couverture de ces dépenses ;
------------------------------	--

Suite Fribourg	d) elle vote les dépenses non prévues au budget ; e) elle adopte les règlements ; ebis) elle approuve les contrats conclus conformément à l'article 112 al. 2; f) elle décide des modifications de statuts et de l'admission de nouveaux membres ; g) elle désigne l'organe de révision ; h) elle surveille l'administration de l'association. 3 ... Art. 117 cc) Délibérations 1 L'assemblée des délégués ne peut prendre de décision que si la majorité des voix est représentée. 1bis La règle relative à la récusation d'un membre de l'assemblée communale (art. 21) est applicable par analogie. 2 Sauf disposition spéciale des statuts, les règles relatives aux délibérations (art. 16 et 17), au vote (art. 18 al. 1, 2 et 4), aux élections (art. 19 al. 1 et 2), à la reprise en considération (art. 20) et au procès-verbal (art. 22) de l'assemblée communale sont applicables par analogie. 3 Les membres du comité de direction assistent aux séances de l'assemblée des délégués avec voix consultative. Art. 118 f) Comité de direction aa) Composition et élection 1 Le comité de direction se compose du président et d'au moins deux autres membres. 2 Les membres du comité de direction sont élus par l'assemblée des délégués pour la législature ou le reste de celle-ci. Art. 119 bb) Attributions 1 Le comité de direction dirige et administre l'association. Il la représente envers les tiers. 2 Il prépare les objets à soumettre à l'assemblée des délégués et exécute ses décisions.
------------------------------	--

Suite Fribourg	3 Il engage le personnel de l'association et surveille son activité. 4 Il exerce les attributions qui lui sont déléguées par les statuts ainsi que celles qui ne sont pas déléguées à un autre organe. 5 Il ne peut déléguer des pouvoirs de décision que si les statuts le prévoient. Art. 120 cc) Séances Les règles relatives aux séances du conseil communal (art. 62 à 66), et aux commissions (art. 67) sont applicables. Toutefois, les statuts peuvent déroger aux articles 62, 63 et 67. Art. 121 g) Pouvoirs de l'association 1 Les décisions de l'association, prises par ses organes dans le cadre de leurs attributions légales ou statutaires, obligent les communes membres. 2 L'association peut édicter des règlements de portée générale et prendre des décisions envers les administrés. En particulier, elle peut convenir de participations et, dans la mesure où les statuts le prévoient, prélever des émoluments, à l'exclusion de toute autre contribution publique. Art. 122 h) Budget et comptes 1 L'association établit chaque année un budget et des comptes. 1bis Le budget et les comptes des associations à buts multiples distinguent les charges et les produits de chaque tâche. Les frais communs ainsi que les frais financiers sont imputés à chaque tâche selon une clé de répartition définie par les statuts. 1ter Les frais communs sont les frais qui, par nature, ne peuvent pas être attribués en tout ou en partie à une tâche déterminée. Les frais financiers se composent de l'intérêt et de l'amortissement de la dette. 2 Les articles 86c, 87, 88 – sous réserve de l'alinéa 3 ci-après – et 95 sont applicables par analogie. 3 Le budget et les comptes sont communiqués aux communes membres ; la communication du budget doit avoir lieu avant novembre.
------------------------------	---

Suite Fribourg	Art. 123 i) Dépenses 1 Les dépenses de l'association sont faites sur la base du budget ou d'une décision spéciale de l'assemblée des délégués. 2 Doivent faire l'objet d'une décision spéciale de l'assemblée des délégués : a) les dépenses d'investissement, les crédits supplémentaires qui s'y rapportent, ainsi que la couverture de ces dépenses ; b) les dépenses non prévues au budget. 3 Sauf disposition spéciale des statuts, les articles 90 et 91 sont applicables par analogie. Art. 123a ibis) Initiative aa) Cas Le dixième du total des citoyens actifs des communes membres peut présenter une initiative concernant : a) une dépense qui ne peut être couverte en un seul exercice ; b) un cautionnement ou des sûretés analogues pouvant entraîner une telle dépense ; c) l'adoption, l'abrogation ou la modification d'un règlement de portée générale ; d) des participations au sens de l'article 121 al. 2 ; e) une modification des statuts. Art. 123b bb) Procédure 1 La demande d'initiative, puis les listes de signatures sont déposées au secrétariat communal du lieu où l'association a son siège. 2 Les listes de signatures sont vérifiées conformément aux règles prévues en matière de referendum facultatif (art. 123d al. 2 et 3). Art. 123c cc) Règles communes 1 Le scrutin doit se dérouler simultanément dans toutes les communes membres. 2 L'initiative est acceptée si elle est approuvée par la double majorité des citoyens votants et des communes.
------------------------------	--

Suite Fribourg		3 Pour le surplus, les règles de la loi sur l'exercice des droits politiques sont applicables par analogie. Les tâches attribuées par celle-ci au conseil communal sont exercées par le comité de direction, et celles qui sont confiées au conseil général sont exercées par l'assemblée des délégués. Art. 123d iter) Referendum aa) Facultatif 1 Le dixième du total des citoyens actifs des communes membres ou les conseils communaux du quart des communes membres peuvent demander qu'une décision de l'assemblée des délégués soit soumise au vote des citoyens lorsqu'elle a pour objet : a) une dépense nette supérieure au montant fixé dans les statuts ; b) un cautionnement ou des sûretés analogues pouvant entraîner une telle dépense ; c) l'adoption, l'abrogation ou la modification d'un règlement de portée générale. 2 La demande de referendum est déposée auprès du secrétariat communal du lieu où l'association a son siège, dans les soixante jours dès la publication dans la Feuille officielle de la décision sujette à referendum. 3 Dans le cas du referendum populaire, les listes de signatures sont transmises aux communes concernées pour vérification. Celles-ci les renvoient dans les vingt jours, munies de l'attestation prévue en matière cantonale, au secrétariat communal qui les a transmises, pour dénombrement des signatures. Art. 123e bb) Obligatoire 1 Les décisions de l'assemblée des délégués entraînant une dépense nette supérieure au montant fixé dans les statuts pour le referendum obligatoire font l'objet d'un vote populaire. 2 La votation doit avoir lieu dans les cent huitante jours à compter de la date de la décision. Art. 123f cc) Règles communes 1 Le scrutin doit se dérouler simultanément dans toutes les communes membres. 2 La décision soumise au vote est acceptée si elle est approuvée par la double majorité des citoyens votants et des communes.
------------------------------	--	---

Suite Fribourg		3 Pour le surplus, les règles de la loi sur l'exercice des droits politiques sont applicables par analogie. Les tâches attribuées par celle-ci au conseil communal sont exercées par le comité de direction. Art. 124 j) Organe de révision Les articles 98 à 98f sont applicables par analogie à la révision des comptes de l'association. Art. 125 k) Rapport de gestion 1 Le comité de direction établit un rapport de gestion, qu'il présente à l'assemblée des délégués en même temps que les comptes. 2 Le rapport de gestion est transmis à l'organe de révision pour information et soumis à l'assemblée des délégués pour approbation. Il est communiqué aux communes membres. 3 Le conseil communal informe l'assemblée communale ou le conseil général de l'activité de l'association. Art. 126 1) Autres règles Les dispositions de la présente loi relatives au personnel communal (art. 69 à 76), à la représentation (art. 83), au secret de fonction (art. 83bis), à la responsabilité civile (art. 83ter), aux actes communaux (art. 84 à 86), aux placements (art. 92), aux amortissements (art. 93), à la surveillance de la caisse (art. 94), aux travaux, fournitures et services (art. 99), aux archives (art. 103) et au droit de consultation (art. 103bis) sont applicables aux associations de communes. Art. 127 m) Sortie 1 Une commune peut sortir de l'association conformément aux dispositions statutaires. 2 Toutefois, l'article 110 est applicable par analogie.
------------------------------	--	---

Suite Fribourg		Art. 128 n) Dissolution aa) Cas 1 L'association est dissoute conformément aux statuts ou par décision unanime des communes membres. La décision de dissolution est soumise à la Direction en charge des communes 1) pour approbation. 2 Pour des motifs d'intérêt public majeur, le Conseil d'Etat peut dissoudre une association, après avoir entendu les intéressés et pris l'avis du préfet. 1) <i>Actuellement : Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.</i> Art. 129 bb) Effets 1 L'association dissoute entre en liquidation, à moins que ses biens ne soient repris par une commune membre ou par un tiers. Les dettes non couvertes passent aux communes et sont réparties entre elles conformément aux statuts. 2 L'association cesse d'exister avec l'approbation, par le Conseil d'Etat, de la reprise ou de la liquidation. L'arrêté d'approbation est publié dans la Feuille officielle. Art. 130 o) Surveillance ... Art. 131 p) Voies de droit 1 Les dispositions du chapitre IX sur les voies de droit sont applicables par analogie aux associations de communes. 2 Toutefois, lorsque les parties ne sont pas du même district, un suppléant, désigné par le Conseil d'Etat parmi les préfets des autres districts, statue. Art. 132 Collaboration avec des communes d'autres cantons 1 Le Conseil d'Etat encourage la collaboration intercommunale avec des communes d'autres cantons. 2 Il convient avec les cantons intéressés des règles applicables et approuve les accords de collaboration.
------------------------------	--	--

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Genève	-	Loi sur l'administration des communes/LAC (RS/GE B 6 05) Groupements intercommunaux Art. 51 Définition Sous la dénomination de groupement intercommunal (ci-après : groupement), deux ou plusieurs communes peuvent unir leurs efforts en vue d'assurer en commun des tâches déterminées relevant de leurs compétences. Art. 52 Constitution ¹ Le groupement est régi par les statuts élaborés par les communes intéressées. ² Les statuts et leurs modifications sont soumis à l'approbation des conseils municipaux. ³ Les statuts ne peuvent contenir de restrictions à l'exercice du droit de référendum municipal. Art. 53 Personnalité juridique L'arrêté du Conseil d'Etat, qui approuve la délibération créant le groupement, confère à ce dernier le caractère de corporation de droit public. Art. 54 Responsabilité civile ¹ La loi sur la responsabilité de l'Etat et des communes, du 24 février 1989, est applicable par analogie. ² Les communes membres sont toutefois solidairement responsables des dettes découlant de la responsabilité civile du groupement. Art. 55 Contenu des statuts Les statuts doivent contenir les règles suivantes : a) l'énumération des communes membres; b) le nom, le but, la durée et le siège; c) le mode d'établissement du budget et des comptes; d) les organes, leur composition, leurs compétences respectives et leur procédure de décisions;

Suite Genève	e) la participation de chaque membre à la constitution du capital, aux bénéfices ou aux déficits; f) les conditions d'admission et de retrait des membres; g) la procédure de liquidation en cas de dissolution. Art. 56 Organes Les organes du groupement sont : a) le conseil intercommunal; b) les autres organes prévus par les statuts. Art. 57 Financement ¹ Les dépenses du groupement, y compris celles qui se rapportent au service des emprunts, doivent être couvertes par des contributions financières correspondantes des communes membres. ² Le recours à l'emprunt doit faire l'objet d'une délibération prise par chacune des communes membres. ³ Le groupement peut percevoir des taxes pour ses prestations. ⁴ Les communes membres sont solidairement responsables des dettes que le groupement ne serait pas en mesure de payer. Art. 58 Adhésion La commune qui entend devenir membre du groupement doit faire approuver sa décision par le conseil municipal. Art. 59 Retrait La commune qui entend se retirer du groupement doit faire approuver sa décision par le conseil municipal. Art. 60 Dissolution ¹ La dissolution du groupement s'opère par décisions des conseils municipaux des communes membres, approuvées par le Conseil d'Etat. ² La liquidation est faite par les organes du groupement.
----------------------------	--

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Glaris	Art. 117 constitution (RS 131.217) Zusammenarbeit ¹ Der Kanton fördert die Zusammenarbeit der Gemeinden. ² Die Gemeinden und die Zweckverbände arbeiten bei der Erfüllung aller Aufgaben, die im gemeinsamen Interesse liegen, mit andern Gemeinden oder Zweckverbänden zusammen. ³ Die Ortsgemeinde, der Tagwen und die Schulgemeinde sprechen sich bei der Aufstellung des Voranschlages, bei der Finanzplanung sowie bei der Erhebung von Abgaben gegenseitig ab.	Art. 6 Gemeindegesetz (RS/GL II E/2) <i>Zusammenarbeit</i> 1 Die Gemeinden und die Zweckverbände arbeiten bei der Erfüllung von Aufgaben, die im gemeinsamen öffentlichen Interesse liegen, mit andern Gemeinden oder Zweckverbänden zusammen. 2 Sie arbeiten ebenso mit Kanton und Bund zusammen, wenn diese auf ihrem Gebiet öffentliche Aufgaben erfüllen.
Grisons	Art. 62 constitution (RS 131.226) Interkommunale Zusammenarbeit ¹ Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgaben mit anderen Gemeinden oder Organisationen zusammenarbeiten. Das Gesetz sieht vor, dass Gemeinden zur Zusammenarbeit verpflichtet werden können. ² Das Gesetz regelt die interkommunale Zusammenarbeit sowie die Auslagerung von Aufgaben und gewährleistet die politischen Mitwirkungsrechte. Art. 64 constitution (RS 131.226) Förderung von interkommunaler Zusammenarbeit und Zusammenschluss	VI. Interkommunale Zusammenarbeit Art. 50 I. Grundsatz, Formen und anwendbares Recht ¹ Zur Besorgung bestimmter Aufgaben können sich Gemeinden wie folgt verbinden: a) als Regionalverband; b) als Gemeindeverband; c) als Gemeindeverbindung ohne Rechtspersönlichkeit; d) als gemeinsame Anstalt; e) als privatrechtliche Gemeindeverbindung. ² Die Gemeinden können bestimmte Aufgaben dem Kreis übertragen. ³ Aufgaben von regionaler Bedeutung sind von einem Regionalverband zu erfüllen. ⁴ Im Rahmen ihres eigenen Zuständigkeitsbereiches können sich ausserdem Bürgergemeinden unter sich oder mit Gemeinden verbinden. ⁵ Die Vorschriften dieses Gesetzes finden auf die Formen der Gemeindeverbindungen sinngemäss Anwendung.

Suite Grisons	Der Kanton fördert die interkommunale Zusammenarbeit und den Zusammenschluss von Gemeinden, um die zweckmässige und wirtschaftliche Erfüllung ihrer Aufgaben sicherzustellen.	Art. 51 II. Gemeindeverbindungen mit Rechtspersönlichkeit 1. Gemeinsame Bestimmungen a) Begriff und Entstehung ¹ Regional- und Gemeindeverbände sind öffentlich-rechtliche Körperschaften. ² Sie erlangen die Rechtspersönlichkeit nach Annahme der Statuten durch die Mitgliedgemeinden mit der Genehmigung durch die Regierung, welcher auch jede nachträgliche Änderung bedarf. Der Entscheid der Regierung ist endgültig. Art. 52 b) Statuten ¹ Die Statuten enthalten Bestimmungen über: a) Name, Sitz und Zweck des Verbandes; b) die notwendigen Organe und deren Zuständigkeiten; c) die Art der Vertretung der Gemeinden in den Verbandsorganen; d) die Vertretung des Verbandes nach aussen; e) das Verfahren für Beschlüsse allgemeinverbindlicher, insbesondere finanzieller Natur, für die Aufstellung des Voranschlages und der Rechnung sowie für deren Prüfung; f) die Finanzierung der Aufgaben, insbesondere über die von den Gemeinden zu erbringenden Leistungen; g) den Beitritt und Austritt von Gemeinden sowie das Verfahren zur Feststellung von Ansprüchen und Verpflichtungen einer austretenden Gemeinde gegenüber dem Verband; h) die Haftung für Verbindlichkeiten des Verbandes; i) die Auflösung des Verbandes, die Verwendung des Vermögens und die Tilgung von Schulden; k) das Initiativrecht der Gemeinden und der Stimmberechtigten; l) das Referendum der Gemeinden und der Stimmberechtigten gegen Beschlüsse der Regional- oder Delegiertenversammlung, insbesondere welche deren finanzielle Kompetenzen übersteigen.
----------------------	--	--

Suite Grisons		² Die Statuten können im Übrigen weitere der Erfüllung des Verbandszweckes dienende Vorschriften enthalten. Art. 53 c) Unübertragbare Befugnisse der Stimmberechtigten ¹ Folgende Befugnisse dürfen der Gesamtheit der Stimmberechtigten nicht entzogen werden: a) der Erlass der Statuten, welcher der Zustimmung aller Gemeinden bedarf; b) die Änderung der Statuten, wofür in Bezug auf den Verbandszweck und die Verbandsaufgaben beim Gemeindeverband die Zustimmung aller Gemeinden, beim Regionalverband die Zustimmung der Mehrheit der Stimmenden sowie die Mehrheit der Mitgliedgemeinden erforderlich ist; c) Beschlüsse über Ausgaben, deren Höhe die finanziellen Kompetenzen anderer Organe übersteigt, wobei die Statuten auch das fakultative Referendum vorsehen können. ² Erlasse auf Gesetzesstufe sind wenigstens dem fakultativen Referendum zu unterstellen. ³ Für andere Erlasse und Beschlüsse können die Statuten ein anderes Verfahren vorsehen. Art. 54 d) Rechtliche Stellung ¹ Die Regional- und Gemeindeverbände treten im Umfang ihrer Aufgaben an die Stelle des Kantons oder des Kreises beziehungsweise der ihnen angeschlossenen Gemeinden und haben in diesem Bereich deren Rechte und Pflichten mit Einschluss des Rechtes, Gebühren und Beiträge zu erheben und allfällige Subventionen zu beanspruchen. ² Sie erlassen die für die Aufgabenerfüllung erforderlichen generell-abstrakten Erlasse und schliessen die notwendigen Verträge ab.
-----------------------------	--	---

Suite Grisons

Art. 55 e) Beitrittsverfügung

¹ Ist die Lösung der einem Regional- oder Gemeindeverband übertragenen öffentlichen Aufgaben nur möglich, wenn auch Gemeinden mitwirken, die ihm nicht beigetreten sind, so kann die Regierung ihren Beitritt anordnen, sofern zwei Drittel der Gemeinden diesem Verband bereits angehören.

² Ebenso kann die Regierung die Aufnahme einer Gemeinde anordnen, wenn diese vom Verband ohne zureichende Gründe abgelehnt wird.

³ Der Verband und die betroffenen Gemeinden sind vorher anzuhören.

⁴ Die Beitrittsverfügung der Regierung ist endgültig.

Art. 56 f) Jahresrechnung und Rechenschaftsbericht

¹ Die Regional- und Gemeindeverbände haben jährlich über ihren gesamten Finanzhaushalt Rechnung abzulegen und einen Rechenschaftsbericht über ihre Tätigkeit zu erstatten.

² Voranschlag, Rechnung und Rechenschaftsbericht sind öffentlich aufzulegen.

³ Innert Jahresfrist nach Beendigung des Rechnungsjahres sind Jahresrechnung und Rechenschaftsbericht dem Departement zuzustellen.

Art. 57 2. Regionalverbände**a) Mitgliedschaft, Abgrenzung**

¹ Jede Gemeinde hat einem Regionalverband anzugehören. Davon ausgenommen sind Gemeinden, welche die regionalen Aufgaben selbstständig erfüllen.

² Ein Regionalverband ist unter anderem nach Zahl der Gemeinden und ihrer Einwohner, nach der räumlichen Ausdehnung sowie unter Berücksichtigung der örtlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse so abzugrenzen, dass er seine Aufgaben zweckmässig und rationell erfüllen kann.

³ In Ausnahmefällen kann sich eine Gemeinde für die Erfüllung bestimmter Aufgaben einem anderen Regionalverband anschliessen mit den Rechten und Pflichten, welche sich auf diesen Aufgabenbereich beschränken.

Suite Grisons		Art. 58 b) Zusammenarbeit und Integration bestehender Organisationen ¹ Die Statuten regeln die Zusammenarbeit mit anderen Regionalverbänden sowie die Einzelheiten im Zusammenhang mit der Integration von Gemeindeverbindungen und anderen Trägern öffentlicher Aufgaben. ² Die Statuten verschiedener Verbände sind gegebenenfalls aufeinander abzustimmen. Art. 59 c) Organisation ¹ Die ordentlichen Organe des Verbandes sind: a) die Gesamtheit der stimmberechtigten Verbandseinwohner; b) die Regionalversammlung; c) der Regionalpräsident; d) der Regionalvorstand; e) die Geschäftsprüfungskommission. ² In der Regionalversammlung nehmen wenigstens die Gemeindepräsidenten des Verbandsgebietes oder ein anderes Mitglied des Gemeindevorstandes Einsitz. ³ Anstelle der Regionalversammlung kann ein in freier Wahl aus allen stimmberechtigten Verbandseinwohnern gebildetes Regionalparlament treten. Die Statuten regeln den Wahlmodus. ⁴ Die Statuten können die Wahl des Regionalvorstandes durch die Gesamtheit der stimmberechtigten Verbandseinwohner vorsehen. ⁵ Bei der Wahl in die Verbandsorgane sind die verschiedenen Teilgebiete angemessen zu berücksichtigen. Art. 60 III. Gemeindeverbindungen ohne Rechtspersönlichkeit Für Gemeindeverbindungen ohne Rechtspersönlichkeit gelten die Bestimmungen über das entsprechende zivilrechtliche Verhältnis als subsidiäres öffentliches Recht.
-----------------------------	--	---

Suite Grisons		Art. 61 IV. Kreise Die Kreisverfassung regelt die Zusammensetzung des Kreisrates. VII. Auslagerung von Gemeindeaufgaben Art. 63 I. Ausgelagerte Trägerschaften 1. Formen ¹ Die Gemeinde kann die Erfüllung bestimmter Aufgaben auf öffentlichrechtliche oder privatrechtliche Körperschaften, Anstalten, Stiftungen oder Private übertragen. ² Sie kann der ausgelagerten Trägerschaft die mit der übertragenen Aufgabe verbundenen Vermögensbestandteile in den Formen des öffentlichen oder privaten Rechts übertragen. ³ Die Aufgaben können durch Erlass, Verfügung oder Vertrag zugewiesen oder übertragen werden. Art. 64 2. Statuten Die Statuten der ausgelagerten Trägerschaft haben insbesondere zu regeln: a) Art und Umfang der zu erbringenden Leistung; b) die Grundzüge der Organisation; c) die Finanzierungsgrundsätze. Art. 65 3. Aufsicht Die ausgelagerten Trägerschaften bzw. deren Aufgabenerfüllung stehen unter der Aufsicht der Gemeinde. (...)
-----------------------------	--	---

Suite Grisons	Art. 71 2. Arten und Rechtsstellung ¹ Die Fraktionen sind, wenn die Gemeindeverfassung nichts anderes bestimmt, Verwaltungsorganisationen der Gemeinde ohne Rechtspersönlichkeit. ² Sie können jedoch öffentlichrechtliche Körperschaften im Sinne dieses Gesetzes bilden. ³ Ausnahmsweise können Fraktionen auch als Gebietskörperschaften konstituiert werden. ⁴ Das einer Fraktion nachgewiesenermassen zustehende Eigentum und die damit verbundene Rechtspersönlichkeit werden anerkannt. Art. 72 3. Aufsicht ¹ Die Fraktionsverwaltung unterliegt der Aufsicht und Kontrolle des Gemeindevorstandes. Dieser entscheidet in erster Instanz über Beschwerden gegen die Fraktionsversammlung und gegen den Fraktionsvorstand. ² Alle Erlasse der Fraktionen bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Genehmigung durch die Gemeinde. Art. 73 4. Fraktionen als Gebietskörperschaften a) Pflicht der Gemeinde ¹ Wenn in einer Gemeinde Fraktionen als Gebietskörperschaften bestehen, hat die Gesetzgebung der Gemeinde insbesondere deren Aufgaben zu bestimmen sowie die Art der Finanzierung der Aufgabenerfüllung zu regeln. ² Die Vorschriften dieses Gesetzes über die Gemeinden finden auf die Fraktionen sinngemäss Anwendung. Art. 74 (...) Art. 75 c) Bildung neuer Fraktionen Die Bildung neuer Fraktionen als Gebietskörperschaften ist nur bei einem Zusammenschluss von Gemeinden zulässig. Sie bedarf der Genehmigung durch die Regierung. Der Entscheid der Regierung ist endgültig.
-----------------------------	---

Suite Grisons

Art. 76 d) Auflösung

Wenn keine genügenden Gründe für die Beibehaltung einer Fraktion vorliegen oder wenn eine Fraktion ihre Aufgaben nicht ordnungsgemäss erfüllt, kann sie aufgehoben werden:

- a) durch übereinstimmende Beschlüsse der Gemeinde und der Fraktion oder
- b) auf Antrag des Vorstandes der Gemeinde oder der Fraktion durch die Regierung; der Entscheid der Regierung ist endgültig.

VIII. Bürgergemeinde und bürgerliche Korporationen

Art. 77 I. Bürgergemeinde**1. Rechtsstellung**

¹ Die Bürgergemeinde ist eine Körperschaft des öffentlichen Rechts.

² Auf die Bürgergemeinde sind, soweit dieser Abschnitt keine besonderen Vorschriften enthält, die Bestimmungen dieses Gesetzes über die Gemeinde sinngemäss anwendbar.

³ In Gemeinden mit Gemeindeparlament sind die Bürgergemeinden befugt, von Artikel 9 litera e abweichende Bestimmungen zu erlassen.

⁴ Die Statuten der Bürgergemeinde bedürfen der Genehmigung durch die Regierung. Der Entscheid der Regierung ist endgültig.

Art. 78 2. Organisation

¹ Organe der Bürgergemeinde sind die Bürgerversammlung, der Bürgervorstand und die Rechnungsrevisoren.

² Durch die Statuten können die Mitglieder des Gemeindevorstandes, welche Gemeindebürger sind, als Vorstandsmitglieder der Bürgergemeinde bezeichnet werden.

³ Fehlen die in Artikel 81 aufgeführten Voraussetzungen für die Ausübung der Befugnisse der Bürgergemeinde, so wird diese von Gesetzes wegen durch die Organe der politischen Gemeinde vertreten. Vorbehalten bleiben die besonderen Bestimmungen über die Erteilung des Bürgerrechtes.

Suite Grisons

Art. 79 3. Eigentum

Der Bürgergemeinde steht das Eigentum zu:

- a) an den der bürgerlichen Sozialhilfe dienenden Grundstücken und Anstalten, sofern die Bürgergemeinde die Aufgaben der bürgerlichen Sozialhilfe selbst wahrnimmt oder der politischen Gemeinde entsprechende Beiträge leistet;
- b) an den von ihr bereits am 1. September 1874 ausgeteilten Bürgerlösern;
- c) an den Grundstücken, die sie seit 1. September 1874 aus eigenen Mitteln erworben hat;
- d) am Nutzungsvermögen, als dessen Eigentümerin sie bereits im eidgenössischen Grundbuch eingetragen ist oder an dem ihr Eigentum seit 30 Jahren in rechtsgenügender Weise anerkannt und unangefochten geblieben ist.

Art. 80 4. Nutzung der Bürgerlöser

¹ Soweit davon Gebrauch gemacht wird, ist die Nutzung der Bürgerlöser den Bürgern vorbehalten.

² Der Erlös aus dem Verkauf von Bürgerlösern ist in der Regel einem Reservefonds zuzuweisen und soll in erster Linie zur Beschaffung von Realersatz dienen.

Art. 81 5. Befugnisse

Wohnen mindestens sieben stimmbfähige Ortsbürger in der Gemeinde und sind sie im Sinne von Artikel 78 als Bürgergemeinde organisiert, so entscheidet diese:

- a) über die Aufnahme ins Gemeindebürgerrecht;
- b) über die Verwaltung des bürgerlichen Armengutes und der Bürgerlöser;
- c) über die Veräusserung, Verpfändung und dauernde Belastung des in ihrem Eigentum stehenden Vermögens;
- d) über die Zustimmung zur Veräusserung, Verpfändung und dauernden Belastung von Grundstücken, welche schon am 1. September 1874 zum Nutzungsvermögen der Gemeinde gehört haben oder als Realersatz für solche Grundstücke erworben worden sind;

Suite Grisons		e) über die Festsetzung der Taxen für den Mitgenuss am Nutzungsvermögen der Gemeinde; f) über den Zusammenschluss mit der politischen Gemeinde. Art. 81a 6. Jahresrechnung und Rechenschaftsbericht ¹ Die Bürgergemeinden haben jährlich über ihren gesamten Finanzhaushalt Rechnung abzulegen, sofern dies nicht durch die politische Gemeinde erfolgt. ² Innert Jahresfrist nach Beendigung des Rechnungsjahres sind dem Departement die Jahresrechnung und der Bericht der Geschäftsprüfungskommission zuzustellen. Art. 82 II. Bürgerliche Korporationen ¹ Wo innerhalb der Bürgergemeinde bürgerliche Korporationen mit eigenem Vermögen bestehen, haben sie dieses ausschliesslich zur Erfüllung öffentlicher Aufgaben der Gemeinde oder der Bürgergemeinde zu verwenden. ² Sie sind zu dessen bestimmungsgemässer Verwaltung in gleicher Weise verpflichtet wie die Gemeinde und die Bürgergemeinde. Jede Verteilung von Geldbeträgen unter die Mitglieder, seien es Kapitalerträge oder Erlöse aus dem Verkauf von Grundstücken oder anderen Vermögenswerten, ist ihnen gleich wie den Bürgergemeinden untersagt.
-----------------------------	--	---

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Jura	Art. 113 constitution (RS/JU 101) Pour certaines tâches d'intérêt commun, les communes ont le droit de se grouper en syndicats qui peuvent comprendre des communes extérieures au Canton. ² L'acte constitutif et le règlement du syndicat doivent être adoptés par les communes en cause et approuvés par le Gouvernement. ³ Le Gouvernement exerce sur les syndicats de communes la même surveillance que sur les communes. ⁴ Dans les cas prévus par la loi, le Gouvernement peut décider la fondation d'un syndicat de communes et en établir l'acte constitutif et le règlement.	Loi sur les communes (RS/JU 190.11) Art. 121 Les communes ont la faculté de se grouper en vue d'accomplir en commun des services communaux ou régionaux déterminés. Art. 122 ¹ Les groupements peuvent être constitués sous forme de syndicats de communes, de rapport contractuel de droit public ou privé ou encore de personne morale de droit privé. ² Le transfert de pouvoirs découlant de la souveraineté à des organisations de droit privé est soumis à l'approbation du Gouvernement. Art. 123 Le syndicat de communes est une corporation de droit public formée de deux ou plusieurs communes en vue de l'accomplissement d'un service ou de services déterminés de caractère communal ou régional. Art. 124 ¹ Sous réserve de dispositions contraires d'autres lois, la constitution de syndicats est laissée à l'appréciation des communes. ² Elle exige qu'un règlement accepté au préalable par toutes les communes intéressées, et approuvé par le Gouvernement, fixe la mission, l'organisation, la fourniture de moyens financiers, la responsabilité quant aux dettes du syndicat, ainsi que le sort d'un excédent d'actif ou de passif en cas de dissolution. L'article 133, alinéa 2, demeure réservé. Art. 125 ¹ Le règlement du syndicat détermine si et sous quelles conditions d'autres communes peuvent s'y affilier après sa constitution. ² L'affiliation implique la reconnaissance des prescriptions régissant le syndicat. Art. 126 Dans le cadre de ses attributions, le syndicat agit en lieu et place des communes affiliées; il exerce, dans ce domaine, les droits et obligations de ces dernières et il a le pouvoir de prélever des émoluments et d'imposer des charges préférentielles.

Suite Jura		Art. 127 ¹ Sont organes indispensables du syndicat de communes une autorité générale administrative et exécutive (conseil syndical, comité, commission administrative) et une institution à laquelle cette autorité est subordonnée (l'assemblée des délégués ou l'ensemble des ayants droit au vote de toutes les communes affiliées). ² Le règlement peut exiger, en vue du caractère obligatoire de certaines décisions prises par l'assemblée des délégués ou par l'ensemble des ayants droit au vote, l'accord donné par la majorité simple ou par une majorité plus forte de communes affiliées ou par un nombre de communes comprenant la majorité de la population du syndicat. ³ Dans les syndicats formés de plus de deux communes, le règlement ne peut attribuer à aucune d'entre elles le droit à la majorité des voix à l'assemblée des délégués ou au sein de l'autorité générale administrative et exécutive. Art. 128 ¹ Le syndicat perçoit des contributions des communes affiliées, pour autant qu'il ne puisse couvrir ses dépenses au moyen d'autres recettes, notamment du rendement de ses biens, d'émoluments, charges préférentielles ou subsides de l'Etat. ² A moins que le règlement syndical n'en dispose autrement, les contributions sont fixées en fonction de la force contributive des communes affiliées. Art. 129 Une commune peut démissionner du syndicat si le maintien de ce dernier par les communes restantes ne s'en trouve pas rendu trop difficile; il en est de même si tous les services qu'accomplit le syndicat ont perdu leur sens pour la commune sortante ou s'ils peuvent être accomplis d'une manière plus judicieuse sans le syndicat. Art. 130 ¹ La démission ne doit pas être donnée en temps inopportun; dans les syndicats de communes scolaires, elle ne peut l'être que pour la fin de la période de fonctions du corps enseignant, dans les autres syndicats de communes que pour la fin d'une année civile.
--------------------------	--	---

Suite Jura		² Le syndicat qui a besoin, en vue de l'accomplissement de sa tâche, d'installations coûteuses conçues en fonction du nombre ou de l'importance des communes affiliées et du personnel nécessaire peut, dans son règlement d'organisation, exclure toute sortie pour un temps déterminé assez long ou la faire dépendre de la condition que la commune sortante se charge d'une part, correspondant à sa participation, des dettes d'investissement du syndicat non encore amorties, ainsi que des dépenses futures d'entretien et de personnel. ³ La sortie d'un syndicat n'est possible que dans les limites des prescriptions applicables à ces organismes et avec le consentement du Gouvernement. ⁴ La démission doit être remise au syndicat deux ans au minimum avant le jour de sortie désiré, à moins que le règlement ne fixe un autre délai ou que le syndicat n'accepte, dans le cas particulier, une démission donnée à plus bref délai. Art. 131 ¹ Le syndicat peut être dissous : a) par décisions concordantes de toutes les communes affiliées; b) par décision prise par la majorité des communes affiliées, lorsque toutes les tâches syndicales ont perdu leur importance ou lorsqu'elles peuvent être accomplies tout aussi bien et d'une manière aussi économique sans syndicat. ² La dissolution doit être approuvée par le Gouvernement. ³ Le syndicat est, d'autre part, considéré comme dissous lorsque toutes les communes affiliées, ou toutes sauf une, l'ont quitté. Art. 132 La décision du Gouvernement relative aux articles 130, alinéa 3, et 131, alinéa 2, peut faire l'objet d'un recours à la Cour constitutionnelle dans un délai de trente jours dès la notification de la décision attaquée.
--------------------------	--	--

Suite Jura		Art. 133 ¹ La liquidation incombe aux organes du syndicat. ² Les communes affiliées répondent solidairement, à l'égard des créanciers du syndicat, des dettes syndicales existant à l'époque de la dissolution. Art. 134 ¹ Les syndicats auxquels appartiennent également des communes d'autres cantons sont soumis en règle générale à la législation du canton dans lequel se déroule la partie la plus importante de leur activité. Si c'est le droit jurassien, la juridiction est attribuée au canton du Jura quant aux contestations de droit public : a) survenant entre les communes intéressées du fait de la formation ou de la dissolution du syndicat, ainsi que de l'appartenance ou de la sortie d'une commune; b) survenant entre le syndicat et les usagers de ses installations. ² Le Gouvernement peut, pour de justes motifs, autoriser une autre réglementation. C'est à lui qu'il appartient de régler avec les cantons voisins la position juridique de syndicats intercantonaux. ³ Le droit applicable et la juridiction doivent être clairement précisés dans le règlement d'organisation du syndicat.
--------------------------	--	--

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Lucerne	Art. 71 constitution (RS/LU 1) Zusammenarbeit der Gemeinden 1 Die Gemeinden können zusammenarbeiten. Die Mitwirkungsrechte der Stimmberechtigten sind zu wahren. 2 Das Gesetz kann Gemeinden zur Zusammenarbeit verpflichten, wenn eine Aufgabe nur so zweckmässig erfüllt werden kann. 3 Der Kanton ermöglicht die Zusammenarbeit mit Gemeinden benachbarter Kantone.	Gemeindegesetz (RS/LU 150) IV. Übertragung von Aufgaben, Zusammenarbeit 1. Allgemeines Art. 44 Zusammenarbeitsformen und übertragbare Aufgaben 1 Die Gemeinde kann ihre Aufgaben unter Vorbehalt besonderer Bestimmungen allein oder gemeinsam mit andern Gemeinden erfüllen oder sie einem externen Leistungserbringer übertragen. Sie kann privat- oder öffentlich-rechtliche Unternehmungen gründen oder sich daran beteiligen. 2 Die Gemeinde kann die Befugnisse der Stimmberechtigten und die politischen Führungsaufgaben des Gemeinderates nicht übertragen. Art. 45 Grundsätze 1 Überträgt die Gemeinde Aufgaben einem externen Leistungserbringer, bleibt sie Aufgabenträgerin. Sie überwacht die Aufgabenerfüllung und trägt die Gesamtverantwortung. Sie stellt sicher, dass sie die übertragenen Aufgaben nach Ablauf einer angemessenen Frist wieder selber ausführen oder sie einem andern externen Leistungserbringer zur Ausführung übertragen kann. 2 Die Befugnisse der Stimmberechtigten und die Pflichten des Gemeinderates bei der politischen Führung der Gemeinde gelten bei übertragenen Aufgaben sinngemäss. 3 Erlässt das Organ eines externen Leistungserbringers Entscheide im Sinn des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege anstelle der Gemeinde, ist dieses auch für die Behandlung allfälliger Einsprachen zuständig. Im Übrigen kann das Rechtsmittel ergriffen werden, das gegen einen entsprechenden Entscheid der Gemeinde zulässig wäre. 2. Verträge

Suite Lucerne		Art. 46 Privatrechtliche Verträge 1 Die Gemeinde kann mit andern Gemeinwesen oder mit Privaten privatrechtliche Verträge abschliessen. 2 In privatrechtlichen Verträgen können nicht vereinbart werden: - Rechtssätze, - Die Übertragung von hoheitlichen Befugnissen, insbesondere die Befugnisse zur Rechtsetzung oder zum Erlass von Entscheiden im Sinn des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege. Art. 47 Öffentlich-rechtliche Verträge 1. Die Gemeinde kann mit andern Gemeinwesen oder mit Privaten öffentlich-rechtliche Verträge abschliessen. 2. Sie kann durch öffentlich-rechtliche Verträge insbesondere einfache Gesellschaften des öffentlichen Rechts gründen und ihnen gemeinsam zu erfüllende öffentliche Aufgaben übertragen. Die Artikel 530 ff. des schweizerischen Obligationenrechts sind als kantonales öffentliches Recht anwendbar. 3. Gemeindeverband und Zweckverband - Gemeindeverband Art. 48 Rechtsnatur 1. Die Gemeinden können zur gemeinsamen Erfüllung einer oder mehrerer öffentlicher Aufgaben Gemeindeverbände gründen. 2. Gemeindeverbände sind Körperschaften des kantonalen öffentlichen Rechts mit eigener Rechtspersönlichkeit. Mitglieder sind die beigetretenen Gemeinden. 3. Die Statuten, die rechtsetzenden Erlasse und die gestützt darauf gefassten Beschlüsse des Gemeindeverbands gehen dem Recht und den Beschlüssen der Mitgliedsgemeinden vor.
-----------------------------	--	---

Suite Lucerne	Art. 49 Gemeindeverband mit mehreren Aufgaben 1. Die Statuten eines Gemeindeverbands mit mehreren Aufgaben können vorsehen, dass sich nicht alle Mitglieder an allen Aufgaben beteiligen müssen. 2. Über die Aufgaben mit freiwilliger Beteiligung ist eine eigene Rechnung zu führen. Die an diesen Aufgaben nicht beteiligten Gemeinden haben im entsprechenden Aufgabenbereich kein Stimmrecht und keine Mitfinanzierungspflicht. Art. 50 Organe Der Gemeindeverband verfügt über mindestens folgende Organe: a. Delegiertenversammlung, bestehend aus mindestens einer delegierten Person pro Mitglied (Gemeindevertretung); die Delegiertenversammlung tagt öffentlich, b. Verbandsleitung, bestehend aus mindestens einer Person; diese darf nicht der Delegiertenversammlung angehören, c. Kontrollstelle mit den in diesem Gesetz umschriebenen Aufgaben des Rechnungsprüfungsorgans. Art. 51 Statuten 1 Die Statuten enthalten mindestens Bestimmungen über a. den Namen und den Sitz, b. die Aufgaben, c. die Organe (Zusammensetzung und wichtigste Zuständigkeiten), d. das Stimmrecht der Gemeindevertretungen in der Delegiertenversammlung, e. wichtige Beschlüsse im Sinn von § 54 Absatz 2, f. die Finanzierung, den Finanzhaushalt, den Kostenverteiler, g. die Änderung der Statuten, h. den Austritt und dessen vermögensrechtliche Folgen, i. die Auflösung.
-----------------------------	---

Suite Lucerne		2 Die Statuten enthalten gegebenenfalls Bestimmungen über a. die Ermächtigung der Delegiertenversammlung oder der Verbandsleitung, Rechtssätze zu erlassen, b. die Befugnis des Gemeindeverbands, Entscheide im Sinn des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege zu erlassen. 3 Sofern die Stimmberechtigten Organ sind, ist in den Statuten das Initiativ- und Referendumsrecht gegen Beschlüsse der Delegiertenversammlung vorzusehen und zu regeln. 4 Enthalten die Statuten keine Regelung, sind die Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuches über den Verein als kantonales öffentliches Recht subsidiär anwendbar. Art. 52 Gründung und nachträglicher Beitritt 1 Die Gemeinden, die einen Gemeindeverband gründen wollen, genehmigen den Statutenentwurf und bewilligen allfällige von ihnen zu leistende Geld- oder Sacheinlagen. Sie bezeichnen ihre Vertretung in der Delegiertenversammlung und erteilen ihr die für die Gründung erforderliche Ermächtigung. 2 Ein Gemeindeverband entsteht durch den Gründungsbeschluss der Gründungs-Delegiertenversammlung. Dieser enthält mindestens: a. den Willen, den Gemeindeverband zu gründen und als öffentlich-rechtliche Körperschaft zu bestehen, b. die Annahme der Statuten, c. die Bestellung der Verbandsleitung und der Kontrollstelle, d. allfällige Bestimmungen über Geld- oder Sacheinlagen. 3 Der nachträgliche Beitritt einer Gemeinde zu einem Gemeindeverband erfolgt durch den Aufnahmebeschluss der Delegiertenversammlung. Die Absätze 1 und 2 finden auf das Beitrittsverfahren sinngemäss Anwendung.
-----------------------------	--	--

Suite Lucerne
Art. 53 Verpflichtung zum Beitritt oder zur Aufnahme

1 Die zuständige kantonale Behörde kann aufgrund einer spezialgesetzlichen Grundlage unter Regelung der Abgeltungspflicht für die beitretende Gemeinde

- a. eine Gemeinde zum Beitritt zu einem Gemeindeverband verpflichten,
- b. einen Gemeindeverband zur Aufnahme einer Gemeinde verpflichten.

2 Kommt der Beitritt innert der angesetzten Frist nicht zustande, wird die Beitrittserklärung oder der Aufnahmebeschluss von der im Spezialgesetz bezeichneten kantonalen Behörde nach den Regeln über die Ersatzvornahme verfügt.

Art. 54 Mitwirkung der Gemeinde im Gemeindeverband

1 Die Gemeinde wirkt bei den Beschlüssen des Gemeindeverbands durch ihre Vertretung in der Delegiertenversammlung mit. Sie

- a. wählt die Vertretung, gibt ihr Ziele vor und kontrolliert ihre Tätigkeit,
- b. kann durch ihre Vertretung in der Delegiertenversammlung Anträge stellen, insbesondere auf Änderung der Statuten, gegebenenfalls auf Erlass von Rechtssätzen und auf die Auflösung des Gemeindeverbands,
- c. erteilt ihrer Vertretung vor wichtigen Beschlüssen des Gemeindeverbands gemäss Absatz 2 die erforderlichen Ermächtigungen.

2 Die Gemeindevertretung informiert die Gemeinde periodisch über die Verbandstätigkeiten. Sie holt vor Beschlüssen, die in den Statuten oder der Rechtsordnung der Gemeinde als wichtig bezeichnet werden, die erforderlichen Ermächtigungen bei der Gemeinde ein.

Suite Lucerne		Art. 55 Haftung 1 Für die Verbindlichkeiten des Gemeindeverbands haftet in erster Linie das Verbandsvermögen. Bietet dieses keine ausreichende Deckung, haften die Verbandsgemeinden gegenüber den Gläubigern solidarisch. 2 Die Verbandsgemeinden haften unter sich anteilmässig nach ihrer Stimmkraft im Gemeindeverband, sofern die Statuten nichts anderes bestimmen. b. Zweckverband Art. 56 Begriff 1 Zweckverbände sind Körperschaften des kantonalen öffentlichen Rechts mit eigener Rechtspersönlichkeit. Mitglieder sind die beigetretenen Gemeinden und der Kanton. 2 Soweit nicht ein Spezialgesetz abweichende Vorschriften enthält, gelten die Vorschriften über den Gemeindeverband auch für den Zweckverband. Auf die Beschlussfassung und die Vertretung des Kantons sind sinngemäss die für interkantonale Vereinbarungen geltenden Regeln anwendbar.
-----------------------------	--	--

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Neuchâtel	Art. 92 constitution (RS/NE 101) 1L'Etat encourage la collaboration intercommunale, sous forme de syndicats ou d'autres types de regroupements. 2La collaboration peut être imposée dans certains domaines, lorsqu'elle est nécessaire à l'accomplissement des tâches des communes. 3Dans son fonctionnement, la collaboration intercommunale doit ménager les procédures démocratiques.	Loi sur les communes (LCo) (RS/NE 171.1) Syndicats intercommunaux Définition Art. 66 1Sous le nom de syndicat intercommunal, deux ou plusieurs communes peuvent unir leurs efforts en vue d'assumer en commun des tâches déterminées. 2Ces tâches peuvent être communales ou régionales; il ne peut en revanche s'agir de tâches dévolues à l'Etat. 3Des lois spéciales peuvent déclarer obligatoire l'adhésion à un syndicat. Syndicat régional Art. 66a 1Sous le nom de syndicat régional, on désigne un syndicat intercommunal dans lequel certaines tâches, dites principales, sont assumées en commun par toutes les communes membres et d'autres tâches, dites secondaires, par certaines d'entre elles seulement. 2Les communes membres ne supportent financièrement que les tâches auxquelles elles ont formellement accepté de participer. Droit applicable Art. 67 Le syndicat est régi par son règlement général, les autres règlements élaborés par ses organes, les dispositions du présent titre et, subsidiairement, les dispositions de la présente loi qui sont applicables par analogie. Personnalité juridique Art. 68 1Le syndicat acquiert la personnalité juridique de droit public dès qu'il est doté d'un règlement général exécutoire. 2Le règlement général ne devient exécutoire que lorsqu'il a été sanctionné par le Conseil d'Etat.

Suite Neuchâtel	Règlement Art. 69 1Le règlement général, sous réserve de dispositions légales impératives, définit le fonctionnement et les compétences des organes du syndicat et fixe de manière équitable les droits et obligations des membres. 2Le Conseil d'Etat peut refuser de sanctionner une disposition inéquitable ou annuler une telle disposition ultérieurement sur dénonciation d'une commune. 3Le règlement contient nécessairement les dispositions suivantes: a) l'énumération des communes membres; b) le nom, le but et le siège; c) les règles sur l'établissement du budget et des comptes; d) la mention des organes, leur composition, les compétences respectives de chacun d'eux, la procédure relative à leur fonctionnement; e) la participation de chaque membre à la constitution du capital, aux bénéfices et aux déficits; f) la procédure relative à l'admission et à la sortie d'un membre; g) la procédure de liquidation en cas de dissolution; h) la suppléance éventuelle au sein du Conseil intercommunal. 4Pour les syndicats régionaux, il contient en outre nécessairement l'énumération des communes membres n'assumant en commun que des tâches secondaires. Adhésion au syndicat Art. 70 1La commune qui entend devenir membre du syndicat doit en faire adopter le règlement général par le Conseil général. 2Les autres conditions d'adhésion au syndicat sont énoncées par le règlement général de celui-ci. 3Les mêmes règles valent pour l'adhésion à un syndicat régional. Toutefois, si la commune ne participe qu'à une ou plusieurs tâches secondaires, l'arrêté du Conseil général adoptant le règlement général le précise expressément.
-------------------------------	---

Suite Neuchâtel	Modification du règlement Art. 71 1Le règlement général peut être modifié par décision des deux tiers des membres présents du Conseil intercommunal. 2Cependant, la modification du but du syndicat nécessite en outre l'approbation du Conseil général de chaque commune membre. 3Dans le Conseil régional et pour les modifications relatives à des tâches secondaires, la majorité requise est calculée sur les représentants présents des communes concernées. Organes légaux Art. 72 1Tout syndicat doit avoir au moins: a) un Conseil intercommunal; b) un comité ou, s'il s'agit d'un syndicat scolaire, un comité scolaire. 2Dans le syndicat régional, le Conseil intercommunal et le comité sont dénommés respectivement Conseil régional et comité régional. Conseil intercommunal A. Composition Art. 73 1Le Conseil intercommunal se compose de représentants des communes membres, soit: a) d'un conseiller communal en charge désigné par le Conseil communal, dans chacune des communes membres; b) éventuellement d'autres personnes choisies parmi les électeurs communaux; le règlement général fixe leur nombre et la procédure de nomination. 2Chaque représentant a, si le règlement général du syndicat le prévoit, un suppléant désigné ou élu selon la même procédure. B. Durée du mandat Art. 74 1Les représentants au Conseil intercommunal sont élus pour quatre ans et immédiatement rééligibles.
-------------------------------	---

Suite Neuchâtel	2Leur mandat coïncide avec la période administrative communale. 3Lorsqu'un syndicat prend naissance au cours d'une période administrative, le mandat des représentants au Conseil intercommunal prend fin avec ladite période. C. Fonction-nement et compétences Art. 75 1Le Conseil intercommunal fonctionne de la même manière qu'un Conseil général. 2Il a, sous réserve du règlement général, des compétences analogues à celles d'un Conseil général. En particulier, il nomme les membres du comité; il adopte le budget et statue sur les comptes; il délibère et vote sur les règlements nécessaires à l'accomplissement des tâches assumées par le syndicat. D. Décisions Art. 76 1Sauf dispositions contraires de la loi ou du règlement général, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents du Conseil intercommunal. 2Dans le Conseil régional et pour les décisions relatives à des tâches secondaires, la majorité requise est calculée sur les représentants présents des communes concernées. Conseil régional Incompatibilités relatives Art. 76a Les membres du Conseil régional ne délibèrent et votent que sur les objets relevant des tâches auxquelles leur commune participe. Comité A. Composition et durée du mandat Art. 77 Les membres du comité sont élus pour la durée de quatre ans par le Conseil intercommunal parmi les électeurs communaux. L'article 74, alinéas 2 et 3, est applicable par analogie.
-------------------------------	---

Suite Neuchâtel	B. Fonctionnement et compétences Art. 78 1Le comité fonctionne de la même manière qu'un Conseil communal. 2Il a, sous réserve du règlement général, des compétences analogues à celles d'un Conseil communal. En particulier, il représente le syndicat à l'égard des tiers; il nomme les agents et employés; il pourvoit à l'exécution des décisions et règlements. Comité scolaire A. Composition et durée du mandat Art. 78a 1Les membres du comité scolaire sont élus pour la durée de quatre ans par le Conseil intercommunal parmi les électeurs communaux. L'article 74, alinéas 2 et 3, est applicable par analogie. 2 Le règlement général fixe le nombre des membres du comité scolaire. B. Compétences Art. 78b Les compétences du comité scolaire sont déterminées par les lois scolaires. Conseil d'établissement scolaire: 1. Principe Art. 78c Tout syndicat scolaire intercommunal ou régional se dote d'un Conseil d'établissement scolaire consultatif pour les cycles primaires 1 et 2 de la scolarité obligatoire. 2. Composition Art. 78d 1Le nombre des membres du Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional et sa composition sont fixés par le règlement général. 2Le Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional doit cependant au moins être composé: a) d'un membre délégué du Conseil communal de chaque commune; b) d'un membre délégué du Conseil général de chaque commune; c) d'un délégué représentant les parents d'élèves;
-------------------------------	---

Suite Neuchâtel	d) d'un délégué représentant le corps enseignant de l'établissement; e) d'un délégué représentant les autres professionnels de l'établissement. 3S'il existe une direction de l'établissement, celle-ci est représentée au sein du Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional par un délégué qui se substitue au délégué représentant les autres professionnels de l'établissement. 3. Nomination Art. 78e 1Les membres du Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional sont nommés: a) par les Conseils communaux pour leurs délégués; b) par les Conseils généraux pour leurs délégués; c) par les parents d'élèves fréquentant l'établissement pour le délégué des parents d'élèves; d) par le corps enseignant de l'établissement pour son délégué; e) cas échéant, par le comité scolaire ou le comité scolaire régional pour le délégué des autres professionnels de l'établissement; f) cas échéant, par la direction de l'établissement pour son délégué. 2Le mode de nomination des autres membres du Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional est fixé par le règlement général. 4. Organisation Art. 78f 1Le règlement général fixe les règles relatives à la nomination du président du Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional. 2 Pour le surplus, le Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional s'organise lui-même. 5. Compétences Art. 78g 1Les compétences du Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional sont notamment les suivantes: a) appuyer le comité scolaire ou le comité scolaire régional dans sa gestion de l'établissement;
-------------------------------	--

Suite Neuchâtel	c) soutenir les professionnels de l'établissement, en particulier dans les tâches de prévention, d'éducation, de projets d'école et d'activités sportives et culturelles; d) établir les liens nécessaires entre tous les acteurs de l'école et le public en général; e) se préoccuper des besoins des usagers en matière de prise en charge des activités extrascolaires; f) proposer des mesures en matière notamment de cantine scolaire, de devoirs surveillés et de journées à horaire continu. 2Le Conseil d'établissement scolaire intercommunal ou régional peut être consulté par le comité scolaire ou le comité scolaire régional sur toutes les autres questions ayant trait aux cycles scolaires relevant de sa compétence. Comité régional: tâches déterminées Art. 78h 1Les membres du comité régional sont élus pour l'exercice de mandats déterminés. 2 Ils ne délibèrent et votent que sur les objets relevant des tâches pour l'exercice desquelles ils ont été élus. Autonomie du syndicat Art. 79 1Les décisions du syndicat sont exécutoires sans l'approbation des communes membres. 2 Toutefois, les décisions relatives à l'octroi de crédits doivent être approuvées par les deux tiers des membres présents du Conseil intercommunal. 3 Dans les Conseils régionaux et pour les crédits relatifs à des tâches secondaires, la majorité requise est calculée sur les représentants présents des communes concernées. 4 Les décisions du Conseil intercommunal sont soumises à la sanction du Conseil d'Etat dans les cas et aux conditions fixés par la loi pour les décisions du Conseil général. Ressources Art. 80 Le syndicat intercommunal n'a pas le droit de lever des impôts. En revanche, il peut percevoir des contre-prestations pour les services qu'il rend.
-------------------------------	--

Suite Neuchâtel		Budget Comptes Art. 81 1 Le syndicat tient une comptabilité indépendante selon les règles de la comptabilité communale. 2 Le budget et les comptes sont adoptés par le Conseil intercommunal, puis soumis à l'approbation du département. 3 Dès leur adoption, le budget et les comptes sont communiqués aux communes membres du syndicat pour leur permettre d'en incorporer le résultat dans leurs propres comptes et dans les délais qui leur sont impartis. Vérification des comptes Art. 82 Le règlement général prévoit une vérification des comptes. L'article 35 est applicable par analogie. Retrait Art. 83 Une commune garde en tout temps le droit de se retirer du syndicat moyennant avertissement préalable. Cependant, le règlement général peut restreindre ce droit pendant un certain délai et sous conditions déterminées. Dissolution Art. 84 1 La dissolution du syndicat a lieu conformément au règlement général. 2 La liquidation s'opère par les soins des organes du syndicat. Les communes sont responsables solidairement des dettes que le syndicat ne serait pas en mesure de payer. Syndicats intercantonaux Art. 84a 1 Les syndicats auxquels appartiennent également des communes d'autres cantons sont soumis en règle générale à la législation et à la juridiction du canton dans lequel se déroule la partie la plus importante de leur activité. 2 Au surplus le Conseil d'Etat règle avec les cantons voisins le statut juridique des syndicats intercantonaux.
-------------------------------	--	---

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Nidwald	Art. 72 constitution (RS/NW 111) Zusammenwirken mit andern Gemeinden Die Gemeinden können für die gemeinsame Aufgabenerfüllung mit Gemeinden innerhalb und ausserhalb des Kantons im Rahmen der Gesetzgebung Verträge abschliessen, Gemeindeverbände bilden oder gemeinsame Anstalten errichten.	Gemeindegesetz (RS/NW 171.1) DIE GEMEINDEVERBÄNDE A. Allgemeines Art. 140 Grundsatz Zwei oder mehrere Gemeinden können zur Erfüllung gemeinsamer Aufgaben sowie zur Errichtung und zum Betrieb gemeinschaftlicher öffentlicher Anstalten einen Gemeindeverband bilden. Art. 141 Rechtliche Stellung 1 Die Genehmigung der Statuten durch den Regierungsrat sowie der Beitritt der in den Statuten festgesetzten Anzahl von Gemeinden bewirkt das Entstehen des Gemeindeverbandes als Körperschaft des öffentlichen Rechts. 2 Der Gemeindeverband tritt im Umfang der übertragenen Aufgaben an die Stelle der ihm angeschlossenen Gemeinden und hat in diesem Bereich deren Pflichten und Rechte. Art. 142 Rechtsetzung 1 Innerhalb der Schranken ihrer Aufgaben und der Gesetzgebung können die Gemeindeverbände nach Massgabe der Statuten verbindliche Vorschriften, insbesondere Reglemente über die Errichtung und den Betrieb ihrer Anstalten, erlassen. 2 Diese Vorschriften gelten in den angeschlossenen Gemeinden wie eigene Erlasse und sind der übrigen Gemeindegesetzgebung übergeordnet. Art. 143 Beitritt 1. freiwillig 1 Der Beitritt zu einem Gemeindeverband erfolgt durch Beschluss des nach der Gemeindegesetzgebung zuständigen Gemeindeorgans. 2 Der nachträgliche Beitritt weiterer Gemeinden erfordert zudem die Zustimmung der Delegiertenversammlung.

Suite Nidwald		3 Der Beitritt schliesst die Anerkennung der Statuten in sich Art. 144 2. zwangsweise 1 Unter Vorbehalt abweichender Vorschriften in andern Gesetzen kann der Landrat beim Vorliegen besonderer Verhältnisse Gemeinden zum Beitritt zu einem Gemeindeverband beziehungsweise den Gemeindeverband zur Aufnahme von weitem Gemeinden verhalten, sofern dies offensichtlich im öffentlichen Interesse liegt; Gemeindeverband und betroffene Gemeinden sind vor der Beschlussfassung anzuhören. 2 Kommt bei einem zwangsweisen Beitritt zwischen dem Gemeindeverband und der neu beitretenden Gemeinde insbesondere über die Aufteilung der finanziellen Lasten oder die Bestellung der Verbandsorgane keine Einigung zustande, entscheidet der Regierungsrat. Art. 145 Austritt 1. Grundsatz 1 Der Austritt einer Gemeinde aus einem Gemeindeverband ist zulässig, wenn die Fortführung des Verbandes unter den verbleibenden Gemeinden nicht übermässig erschwert wird und die Verbandsaufgaben für die austretende Gemeinde hinfällig geworden sind oder ebenso zweckmässig ausserhalb des Verbandes erfüllt werden können. 2 Der Austritt muss vom zuständigen Gemeindeorgan beschlossen werden und bedarf der Genehmigung des Regierungsrates, der vor der Beschlussfassung Gemeindeverband und Gemeinde anzuhören hat. Art. 146 2. Einschränkungen 1 Der Austritt darf nicht zur Unzeit erfolgen, in Schulgemeindeverbänden nur auf das Ende eines Schuljahres, in andern Gemeindeverbänden nur auf das Ende eines Kalenderjahres.
-----------------------------	--	--

Suite Nidwald		2 Gemeindeverbände, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben kostspieliger, nach der Zahl und Grösse der Verbandsgemeinden bemessener Anlagen bedürfen, können in den Statuten den Austritt für eine bestimmte längere Zeit ausschliessen oder davon abhängig machen, dass die austretende Gemeinde einen ihrer Beteiligung am Verband entsprechenden Anteil der noch nicht getilgten Anlageschulden des Verbandes übernimmt. 3 Der Regierungsrat hat die Genehmigung gemäss Art. 145 Abs. 2 zu verweigern, wenn der Austritt den gesetzlichen Vorschriften widerspricht oder das öffentliche Interesse offensichtlich verletzt. Art. 147 3. Kündigungsfrist Die Kündigungsfrist beträgt ein Jahr, wenn in den Statuten nicht eine längere Frist vorgeschrieben wird. Art. 148 4. Folgen 1 Die austretende Gemeinde muss auf den Zeitpunkt ihres Austrittes alle ihr nach der Gesetzgebung und den Statuten obliegenden Leistungen erfüllen. 2 Sie hat nur dann Anspruch auf einen Anteil am Vermögen des Gemeindeverbandes, wenn sich für diesen aus dem Austritt vermögensrechtliche Vorteile ergeben. 3 Die dem Gemeindeverband durch den Austritt einer Gemeinde erwachsenden Kosten gehen zulasten der austretenden Gemeinde. 4 Können sich die Beteiligten über die Folgen eines Austrittes nicht einigen, entscheidet der Regierungsrat endgültig.
-----------------------------	--	--

Suite Nidwald		Art. 149 Auflösung 1. allgemein 1 Ein Gemeindeverband kann aufgelöst werden: 1. durch übereinstimmende Beschlüsse aller Verbandsgemeinden; 2. durch Beschluss der Mehrheit der Verbandsgemeinden, wenn die Verbandsaufgaben unbedeutend geworden sind oder ebenso zweckmässig ohne den Verband erfüllt werden können. 2 Der Auflösungsbeschluss bedarf der Genehmigung durch den Regierungsrat, der vor der Beschlussfassung den Gemeindeverband und die nicht zustimmenden Gemeinden anzuhören hat. 3 Der Regierungsrat hat die Genehmigung zu verweigern, wenn die Auflösung den gesetzlichen Vorschriften widerspricht oder das öffentliche Interesse offensichtlich verletzt. Art. 150 2. Liquidation Die Liquidation obliegt den Verbandsorganen. Art. 151 Finanzhaushalt Die Vorschriften über den Finanzhaushalt der Gemeinden gelten sinngemäss auch für die Gemeindeverbände. Art. 152 Rechenschaftsbericht 1 Die Gemeindeverbände haben über ihre Tätigkeit jährlich einen Rechenschaftsbericht zu erstatten. 2 Der Rechenschaftsbericht muss mit der Jahresrechnung und dem Bericht der Kontrollstelle den Aktivbürgern zur Verfügung gehalten und unentgeltlich abgegeben werden.
-----------------------------	--	--

Suite Nidwald		Art. 153 Verbände von Gemeinden aus mehreren Kantonen 1 Die Genehmigung des Regierungsrates ist einzuholen, wenn: 1. an einem Gemeindeverband sich Gemeinden anderer Kantone beteiligen; 2. Gemeinden sich an Gemeindeverbänden anderer Kantone beteiligen; 3. ein Gemeindeverband mit einem Gemeindeverband eines andern Kantons eine Vereinbarung abschliesst. 2 Der Regierungsrat ist befugt, mit andern Kantonen die Stellung interkantonaler Gemeindeverbände zu regeln. Art. 154 Aufsicht Die Gemeindeverbände unterstehen wie die Gemeinden der kantonalen Aufsicht. B. Statuten Art. 155 Inhalt 1. obligatorisch Die Statuten ordnen im Rahmen der Gesetzgebung die Organisation und das Verfahren des Gemeindeverbandes und haben Bestimmungen zu enthalten über: 1. den Namen, den Zweck und die Dauer des Gemeindeverbandes; 2. die dem Gemeindeverband angeschlossenen Gemeinden; 3. die Zusammensetzung der Delegiertenversammlung, des Vorstandes und der Kontrollstelle; 4. die Mittelbeschaffung; 5. die Haftung für Verbandsschulden; 6. die Behandlung eines Vermögens- oder Schuldenüberschusses im Falle der Verbandsauflösung; 7. die Art der vorgeschriebenen Veröffentlichungen.
-----------------------------	--	--

Suite Nidwald	Art. 156 2. fakultativ Die Statuten können ausserdem enthalten: 1. Vorschriften, wonach für die Verbindlichkeit bestimmter Beschlüsse der Delegiertenversammlung eine bestimmte Mehrheit der Stimmen oder die Zustimmung einer bestimmten Mehrheit der Verbandsgemeinden erforderlich ist; 2. Vorschriften über die Geschäftsführung der Delegiertenversammlung und des Vorstandes; 3. Vorschriften über den Erlass von Reglementen; 4. weitere der Erfüllung des Verbandszweckes dienende Vorschriften. Art. 157 Änderungen 1 Änderungen der Statuten bedürfen der Annahme durch die Delegiertenversammlung und der für den Beschluss über den Beitritt zuständigen Organe der angeschlossenen Gemeinden sowie der Genehmigung durch den Regierungsrat. 2 Für die Änderung bestimmter nicht wesentlicher Bestimmungen können die Statuten ein erleichtertes Verfahren vorsehen. 3 Wenn einzelne Gemeinden einer Statutenänderung, welcher von der Delegiertenversammlung und den übrigen Gemeinden zugestimmt worden ist, die Zustimmung verweigern, kann der Regierungsrat die Statutenänderung als verbindlich erklären, sofern dies offensichtlich im öffentlichen Interesse liegt. C. Organe Art. 158 Grundsatz Die Organe des Gemeindeverbandes sind: 1. die Stimmberechtigten in den einzelnen angeschlossenen Gemeinden; 2. die Delegiertenversammlung; 3. der Vorstand; 4. die Kontrollstelle.
-----------------------------	--

Suite Nidwald		Art. 159 Delegiertenversammlung 1. allgemein 1 Die Delegiertenversammlung ist das leitende Organ des Gemeindeverbandes. 2 Die Zusammensetzung wird durch die Statuten festgelegt. Art. 160 2. Wahl 1 Die Mitglieder der Delegiertenversammlung werden von den einzelnen Gemeinden nach Massgabe der Statuten auf die Amtsdauer des Landrates gewählt. 2 Jede Gemeinde hat Anspruch auf mindestens zwei Sitze; in Gemeindeverbänden, denen mehr als zwei Gemeinden angehören, darf keine Gemeinde mehr als die Hälfte aller Sitze besetzen. Art. 161 3. Zuständigkeit 1 Die Delegiertenversammlung trifft alle Vorkehren und fasst alle Beschlüsse, die zur Erfüllung des Zweckes des Gemeindeverbandes notwendig sind. 2 Der Delegiertenversammlung obliegen insbesondere: 1. die Wahl der Mitglieder des Vorstandes aus dem Kreis der Delegierten; 2. die Wahl des Präsidenten und des Vizepräsidenten, die in diesen Eigenschaften auch dem Vorstand angehören; 3. die Wahl ihres Sekretärs, der auch Sekretär des Vorstandes ist, der Delegiertenversammlung aber nicht angehören muss; 4. die Wahl des Kassiers sowie der Mitglieder der Kontrollstelle, welche der Delegiertenversammlung nicht angehören müssen; 5. die Wahl der Angestellten des Verbandes, sofern nicht durch die Statuten oder Beschluss der Delegiertenversammlung der Vorstand dafür zuständig erklärt wird;
-----------------------------	--	---

Suite Nidwald	6. die Beschlussfassung über den nachträglichen Beitritt von Gemeinden gemäss Art. 143 und 144, über Änderungen der Statuten im Rahmen von Art. 154 sowie über die Auflösung des Gemeindeverbandes im Rahmen von Art. 149; 7. der Erlass von Reglementen innerhalb der Schranken der Statuten und der Gesetzgebung; 8. die jährliche Festsetzung des Voranschlages; 9. die Genehmigung der Jahresrechnung und die Entgegennahme des Rechenschaftsberichtes; 10. sofern der Verbandszweck in der Errichtung und im Betrieb einer öffentlichen Anstalt besteht, die Beschlussfassung über deren Gestaltung und Ausführung, unter Vorbehalt von Art. 165 Abs. 1 Ziff. 6; 11. die Festlegung der Besoldungen des Verbandspersonals und der Entschädigungen der Mitglieder der Verbandsorgane; 12. der Erlass von Dienstvorschriften für die Angestellten des Verbandes; 13. alle übrigen Geschäfte, die nicht ausdrücklich dem Vorstand zugewiesen sind. 3 Die Delegiertenversammlung trifft die ihr obliegenden Wahlen jeweils für die Amtsdauer des Landrates; die Mandatsinhaber sind wiederwählbar. Art. 162 4. Einberufung 1 Die Delegiertenversammlung tritt ordentlicherweise einmal im Jahr zusammen. 2 Sie tritt ausserdem zusammen: 1. wenn es der Präsident anordnet; 2. wenn es vom Vorstand oder vom administrativen Rat einer Verbandsgemeinde verlangt wird; 3. wenn es ein Viertel der Mitglieder unter Nennung der zu behandelnden Gegenstände schriftlich verlangt. 3 Der Sitzungstag wird in allen Fällen durch den Präsidenten festgelegt.
-----------------------------	--

Suite Nidwald**Art. 163****5. Geschäftsordnung**

1 Die Delegiertenversammlung wird vom Präsidenten geleitet; ist der Präsident verhindert, wird er durch den Vizepräsidenten, bei dessen Verhinderung durch das in der Wahl nächstfolgende Mitglied des Vorstandes ersetzt.

2 Der Sekretär führt das Protokoll, welches der Delegiertenversammlung zur Genehmigung vorzulegen ist.

3 Die Beschlüsse sind zu veröffentlichen.

Art. 164 Vorstand**1. allgemein**

1 Der Vorstand ist das vollziehende Organ des Gemeindeverbandes.

2 Die Zahl der Vorstandsmitglieder beträgt drei bis neun und wird durch die Statuten umschrieben.

Art. 165**2. Aufgaben**

1 Dem Vorstand obliegt:

1. der Vollzug der Beschlüsse der Delegiertenversammlung;
2. die Vorberatung aller von der Delegiertenversammlung zu behandelnden Angelegenheiten;
3. die Verwaltung des Verbandsvermögens, die Führung der Verbandsrechnungen und die jährliche Rechnungsablage;
4. die jährliche Erstattung eines Rechenschaftsberichtes über die Verbandstätigkeit;
5. das Einfordern der den angeschlossenen Gemeinden obliegenden Leistungen, die Erhebung von Gebühren und Beiträgen der Begünstigten sowie die Geltendmachung von Leistungen des Bundes, des Kantons und Dritter;

Suite Nidwald	6. die Vergebung von Arbeiten, sofern hierfür nicht eine Kommission zuständig erklärt wird; 7. die Festlegung von Pflichtenheften für das Verbandspersonal; 8. die Vertretung des Gemeindeverbandes nach aussen; Prozessvollmachten sind im Sinne von Art. 90 von der Delegiertenversammlung einzuholen. 2 Die Statuten oder die Delegiertenversammlung können dem Vorstand weitere Aufgaben übertragen. Art. 166 3. Verfahren Über das Verfahren gelten sinngemäss die Vorschriften von Art. 91 und folgende. Art. 167 Kontrollstelle 1 Die Kontrollstelle besteht aus drei bis sieben Personen, die dem Vorstand nicht angehören dürfen. 2 Die Kontrollstelle hat die Aufgabe, die Rechnungen des Gemeindeverbandes jährlich zu prüfen und über das Ergebnis schriftlich Bericht zu erstatten. 3 Die Kontrollstelle kann jederzeit und ohne Voranmeldung Zwischenrevisionen vornehmen. D. Finanzielle Bestimmungen Art. 168 Mittelbeschaffung 1. Grundsatz Die zur Erfüllung des Verbandszweckes erforderlichen Mittel werden aufgebracht durch: 1 Leistungen der angeschlossenen Gemeinden gemäss den in den Statuten festgesetzten Grundsätzen; 2. Gebühren und Beiträge der Begünstigten; 3. Leistungen des Bundes, des Kantons und Dritter; 4. den Ertrag des Verbandsvermögens.
-----------------------------	--

Suite Nidwald**Art. 169****2. Leistungen der Gemeinden****a) Anlagekosten**

1 Erfordert der Verbandszweck die Errichtung oder die Erweiterung einer öffentlichen Anstalt, sind die Anteile der angeschlossenen Gemeinden an den Anlagekosten durch die zuständigen Organe der Gemeinden zu beschliessen.

2 Verweigert eine Gemeinde die Leistung ihres Kostenanteils, entscheidet der Regierungsrat darüber, ob die Gemeinde ihren Anteil zwangsweise zu leisten oder aus dem Gemeindeverband auszutreten hat.

Art. 170**b) Betriebskosten**

1 Der Vorstand erhebt nach Massgabe der Statuten Betriebsbeiträge von den Verbandsgemeinden, soweit der Gemeindeverband seine Ausgaben nicht aus andern Einnahmen decken kann.

2 Die Gemeinden sind verpflichtet, die vom Gemeindeverband festgelegten Beiträge zu leisten.

Art. 171**3. Gebühren und Beiträge**

1 Der Gemeindeverband kann für die beanspruchten Leistungen Gebühren erheben.

2 Weitere natürliche und juristische Personen sowie Kapitalgesellschaften, welchen die vom Gemeindeverband ausgeübte Tätigkeit wirtschaftliche Vorteile bringt, können zu angemessenen Beitragsleistungen herangezogen werden.

3 Der Gemeindeverband kann im Rahmen der Statuten über die Gebühren und Beiträge der Begünstigten in einem Reglement nähere Bestimmungen aufstellen.

Suite Nidwald		Art. 172 Liquidation 1 Bei der Auflösung des Gemeindeverbandes wird dessen Vermögen liquidiert. 2 Ein nach erfolgter Tilgung aller Verbindlichkeiten verbleibender Überschuss wird unter die angeschlossenen Gemeinden nach Massgabe ihrer statutengemässen Kostenanteile verteilt. Art. 173 Schuldenhaftung 1 Für die Verbindlichkeiten eines Gemeindeverbandes haftet in erster Linie dieser selbst. 2 Die angeschlossenen Gemeinden haften subsidiär nach Massgabe ihrer statutengemässen Kostenanteile; den Gläubigern des Gemeindeverbandes gegenüber haften die Verbandsgemeinden solidarisch für die zur Zeit der Auflösung bestehenden Verbandsschulden. 3 Für austretende Gemeinden dauert diese Haftung noch während eines ganzen dem Austritt folgenden Kalenderjahres. Art. 174 Weitere Vorschriften Der Landrat kann auf dem Verordnungswege über die Gemeindeverbände weitere Vorschriften erlassen.
----------------------	--	--

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Obwald	Art. 84 constitution (RS 131.216) Zweckverbände ¹ Die Gemeinden können gemeinsame Anlagen oder Unternehmen betreiben und in den Formen des öffentlichen Rechtes Gemeindeverbände bilden. ² Die Organisation eines Gemeindeverbandes ist in einem besonderen Statut niederzulegen. ³ Die Gesetzgebung kann für die Bildung und Verwaltung bestimmter Gemeindeverbände allgemeinverbindliche Vorschriften aufstellen.	-
St-Gall	Zusammenarbeit a) Grundsatz Art. 96 constitution (RS/SG 111.1) ¹ Die Gemeinde arbeitet durch Vereinbarung mit anderen Gemeinden zusammen, insbesondere durch: a) Übertragung oder gemeinsame Erfüllung von Aufgaben; b) Schaffung von Gemeindeverbänden. ² Das Gesetz regelt das Verfahren und fördert die Zusammenarbeit. ³ Es kann vorsehen, dass Mehraufwendungen im Finanzausgleich nicht berücksichtigt oder Beiträge herabgesetzt werden, wenn eine gebotene Zusammenarbeit unterbleibt.	Gemeindegesetz (RS/SG 151.2) Zusammenarbeit mit anderen Gemeinwesen I. Grundlagen Grundsätze Art. 202. ¹ Die Gemeinden sind nach Massgabe der Gesetzgebung zur Zusammenarbeit mit anderen Gemeinden, mit dem Staat und mit weiteren Gemeinwesen verpflichtet. ² Sie haben insbesondere anderen öffentlichen Verwaltungen im Kanton Rechtshilfe zu leisten. ³ Sie können im Rahmen der Gesetzgebung mit anderen Gemeinwesen freiwillig zusammenarbeiten, soweit die Zusammenarbeit dem öffentlichen Interesse dient und nicht gegen schützenswerte Interessen verstösst.

Suite St-Gall	b) Gemeindeverband Art. 97 (RS/SG 111.1) ¹ Gemeinden können sich zur Erfüllung gemeinsamer Aufgaben zu einem Gemeindeverband zusammenschliessen. Das Gesetz regelt das Verfahren. ² Die Gemeinde entscheidet über Beitritt und Austritt. Eine Gemeinde kann nach Massgabe des Gesetzes zur Mitgliedschaft verpflichtet werden, wenn ein wirtschaftlicher Mitteleinsatz oder eine wirksame Aufgabenerfüllung es verlangen. ³ Die Stimmberechtigten der im Gemeindeverband zusammengeschlossenen Gemeinden bilden die Verbandsbürgerschaft. Diese entscheidet nach Massgabe der Verbandsvereinbarung.	Unterbleiben einer gebotenen Zusammenarbeit Art. 202bis ¹ Unterbleibt eine gebotene Zusammenarbeit, werden die daraus resultierenden Mehraufwendungen im Finanzausgleich nicht berücksichtigt oder die Beiträge herabgesetzt. Vereinbarungen Art. 203 ¹ Gemeinden können durch Vereinbarung: a) Verwaltungspersonal und Einrichtungen einer anderen Gemeinde zur Verfügung stellen; b) gemeinsam Kommissionen und Verwaltungspersonal einsetzen oder gemeinsame Einrichtungen schaffen; c) Zweckverbände und Gemeindeverbände bilden. ² Rechtsetzende Vereinbarungen mit ausserkantonalen Gemeinwesen sind nur gemäss besonderer gesetzlicher Vorschrift oder aufgrund einer Vereinbarung des Regierungsrates zulässig. Privatrechtliche Verträge Art. 204 ¹ Die Gemeinden können privatrechtliche Verträge schliessen, soweit dadurch nicht Rechte und Pflichten allgemeinverbindlich geordnet werden.
----------------------	---	---

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Schaffhouse	Art. 106 constitution (RS/SH 101.000) 1 Der Kanton fördert die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinden. Er kann sich an der Zusammenarbeit beteiligen. Er unterstützt die Interessen der Gemeinden über die Kantonsgrenzen hinweg. 2 Die Gemeinden können sich für die gemeinsame Erfüllung von Aufgaben zu Zweckverbänden zusammenschliessen oder andere Formen der Zusammenarbeit gemäss Gesetz wählen. 3 Das Gesetz bestimmt, was zwingend in den Verbandsreglementen zu regeln ist. Die Mitwirkungsrechte der Stimmberechtigten und der Behörden der einzelnen Gemeinden sind zu wahren. 4 Ist eine Aufgabe nicht anders zu erfüllen, kann der Regierungsrat zwei oder mehrere Gemeinden zur Zusammenarbeit verpflichten.	Gemeindegesetz (RS/SH 120.100) IV. Zusammenarbeit der Gemeinden 1. Allgemeine Bestimmungen Art. 100 1 Die Gemeinden können zur gemeinsamen Erfüllung ihrer Aufgaben: a) Zweckverbände errichten; b) Aufgaben anderen Gemeinden übertragen; c) gemeinsame Verwaltungsstellen, Einrichtungen und öffentlichrechtliche Anstalten schaffen; d) Einrichtungen anderer Gemeinden benützen und deren Personal beanspruchen; e) sich an Unternehmen des privaten Rechts beteiligen. 2 Die Gemeinden begründen eine solche Zusammenarbeit durch den Abschluss entsprechender Verträge beziehungsweise mit der Zustimmung zur Verbandsordnung. 3 Ist eine Aufgabe anders nicht zu erfüllen, kann der Regierungsrat zwei oder mehrere Gemeinden zur Zusammenarbeit verpflichten. Art. 101 1 Der Kanton fördert die Zusammenarbeit unter den Gemeinden. 2 Er kann sich an der Zusammenarbeit beteiligen.

Suite Schaffhouse	Art. 102 An der Zusammenarbeit können sich nach den Grundsätzen dieses Gesetzes auch Gemeinden ausserhalb des Kantons beteiligen. Die Rechte der Aufsichtsorgane werden dadurch nicht berührt. Art. 103 1 Die Gemeinden können sich an Zweck- beziehungsweise Gemeindeverbänden von Gemeinden ausserhalb des Kantons beteiligen und Verträge über die Benützung von Einrichtungen und die Beanspruchung von Personal ausserkantonaler Gemeinden abschliessen. 2 Die entsprechenden Vereinbarungen bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. 3 Vorbehalten bleiben staatsvertragliche Regelungen. 2. Zweckverband Art. 104 1 Der Zweckverband ist eine Körperschaft des öffentlichen Rechts mit eigener Rechtspersönlichkeit zur Erfüllung einer oder mehrerer Gemeindeaufgaben. 2 Das Recht des Zweckverbandes wird bestimmt durch die Verbandsordnung sowie durch die Regelungen dieses Gesetzes. 3 Der Zweckverband tritt im Umfang der ihm übertragenen Aufgaben an die Stelle der betreffenden Gemeinde. Sein Recht geht demjenigen der Gemeinden vor. Art. 105 1 Der Zweckverband wird durch Vereinbarung zwischen den beteiligten. Gemeinden und durch Genehmigung der Verbandsordnung begründet. 2 Zuständig zur Genehmigung der Verbandsordnung ist die Gemeindeversammlung beziehungsweise unter Vorbehalt von Art. 43 der Einwohnerrat jeder angeschlossenen Gemeinde. 3 Die Verbandsordnung bedarf der Genehmigung durch den Regierungsrat.
---------------------------------	--

Suite Schaffhouse	Art. 106 1 Die Verbandsordnung hat Bestimmungen zu enthalten über: a) Name, Sitz und Zweck des Verbandes; b) angeschlossene Gemeinden und deren Rechte und Pflichten; c) Bezeichnung, Zusammensetzung, Wahl und Einberufung der Verbandsorgane; d) Befugnisse der Verbandsorgane und Mitwirkungsrechte der Vertragsparteien; e) Beschlussfassung innerhalb der Verbandsorgane; f) Beschaffung der finanziellen Mittel; g) die Mitwirkungsrechte der Stimmberechtigten; h) Voraussetzungen und Verfahren für Beitritt und Austritt; i) Verfahren bei Auflösung des Verbandes und ihre Folgen; j) Verfahren zur Änderung der Verbandsordnung. 2 Der Aufbau des Verbandes richtet sich nach dem Grundsatz der Gewaltenteilung (Art. 8 KV). Unter Vorbehalt der Verbandsordnung gilt für das Exekutivorgan Art. 52 Abs. 3 sinngemäss. 3 Beschlüsse des Verbandes gemäss Art. 26 Abs. 1 lit. e und lit. g sowie Beschlüsse über neue Ausgaben, die einen in der Verbandsordnung festzulegenden Betrag überschreiten, bedürfen der Zustimmung der Gemeindeversammlung beziehungsweise der Einwohnerräte der Verbandsgemeinden. Die Verbandsordnung kann stattdessen die Möglichkeit des fakultativen oder obligatorischen Referendums durch die Stimmberechtigten der Verbandsgemeinden vorsehen. 4 Die Gemeinderäte der Verbandsgemeinden haben das Recht, den Verbandsorganen Anträge zu unterbreiten. Sie sind vor der Beschlussfassung über Geschäfte mit finanziellen Folgen für die Gemeinde anzuhören.
---------------------------------	--

Suite Schaffhouse		Art. 107 1 Der Zweckverband erhebt von den beteiligten Gemeinden gemäss der Verbandsordnung Beiträge, soweit er seine Ausgaben nicht aus Gebühren oder anderen Einnahmen decken kann. 2 Der Zweckverband untersteht den Vorschriften über den Gemeindehaushalt und das Rechnungswesen. Art. 108 1 Für die Verbindlichkeiten gegenüber Dritten haftet der Zweckverband. 2 Die beteiligten Gemeinden haften subsidiär entsprechend ihrem Anteilsverhältnis bei der Beitragspflicht. 3 Die Verantwortlichkeit der Verbandsorgane richtet sich nach dem Haftungsgesetz. Art. 109 1 Der Zweckverband erlässt die zur Erfüllung seiner Aufgaben notwendigen Reglemente und trifft die entsprechenden Verfügungen. 2 Das Verwaltungsrechtspflegegesetz ist sinngemäss anwendbar. Art. 110 Der Zweckverband ist nach Möglichkeit als offener Verband einzurichten. Art. 110a 1 Schliessen sich Gemeinden, welche an einem Zweckverband beteiligt sind, zusammen, wird die neue Gemeinde im Zeitpunkt der Vereinigung mit den Rechten und Pflichten der bisherigen Gemeinden Mitglied. 2 Schliessen sich alle am Zweckverband beteiligten Gemeinden zusammen, wird der Verband im Vertrag über den Zusammenschluss aufgelöst.
---------------------------------	--	--

Suite Schaffhouse		Art. 111 1 Eine Gemeinde kann aus dem Zweckverband austreten, wenn dies die Erfüllung der Verbandsaufgaben nicht übermässig erschwert. 2 Eine austretende Gemeinde hat keinen Anspruch auf das Verbandsvermögen, sofern die Verbandsordnung keine andere Regelung vorsieht. Die durch den Austritt dem Verband entstehenden Kosten gehen zulasten der austretenden Gemeinde. Art. 112 1 Der Zweckverband wird aufgelöst: a) nach den Bestimmungen der Verbandsordnung; b) durch Beschluss des Regierungsrates, wenn die Aufgaben des Verbandes unbedeutend geworden sind, zweckmässiger ohne Verband erfüllt werden können, oder wenn er funktionsunfähig geworden ist und sich der rechtmässige Zustand innert angemessener Frist nicht erreichen lässt. Der Beschluss bedarf der Genehmigung durch den Kantonsrat. 2 Die Liquidation obliegt den Verbandsorganen. 3. Andere Formen der Zusammenarbeit Art. 113 Der zwischen den beteiligten Gemeinden abgeschlossene Vertrag hat Bestimmungen zu enthalten über: Art und Umfang der Zusammenarbeit; die Finanzierung; die Auflösung.
---------------------------------	--	--

Suite Schaffhouse		Art. 114 1 Eine Gemeinde, die für eine andere eine Aufgabe erfüllt, handelt in eigenem Namen und ist gegenüber den Angehörigen der anderen Gemeinde verantwortlich. 2 Die Aufsicht über gemeinsame Verwaltungsstellen und Einrichtungen wird von den beteiligten Gemeinden gemeinsam ausgeübt. Gegenüber den Angehörigen einer Gemeinde ist deren Gemeinderat verantwortlich. 3 Bei der Benützung von Einrichtungen und der Beanspruchung von Personal einer anderen Gemeinde bleibt die auftraggebende Gemeinde verantwortlich. V. Aufsicht und Rechtsschutz 1. Aufsicht Art. 115 1 Die Gemeinden unterstehen der staatlichen Aufsicht. 2 Aufsichtsorgane sind: a) der Kantonsrat ; in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen; b) der Regierungsrat; c) das für Gemeindeangelegenheiten zuständige Departement, sofern kein anderes Departement sachlich zuständig ist. 3 Das für Gemeindeangelegenheiten zuständige Departement kontrolliert regelmässig die Amts- und Verwaltungsführung der Gemeinden. Art. 116 Den Aufsichtsorganen sind alle verlangten Akten vorzulegen und Auskünfte zu erteilen.
---------------------------------	--	--

Suite Schaffhouse		Art. 117 1 Benötigt der Gemeinderat als Vollzugsbehörde Weisungen oder Beistand, so kann er sich an das in der Sache zuständige Departement wenden. 2 Auf Gesuch des Gemeinderates kann das Aufsichtsorgan an Sitzungen einer Gemeindebehörde teilnehmen oder sich vertreten lassen. 3 Die Gemeindeverfassung und Reglemente, die einer Genehmigung bedürfen, können dem sachlich zuständigen Departement zur Vorprüfung unterbreitet werden. Art. 118 1 Die Gemeindeverfassung bedarf zu ihrer Gültigkeit der Genehmigung des Regierungsrates. 2 Gemeindereglemente bedürfen zur Gültigkeit der Genehmigung, wenn diese in einem Gesetz, Dekret oder einer Verordnung vorgesehen ist. Zuständig für die Genehmigung ist das Departement, dessen Sachgebiet sie betreffen. 3 Die Prüfung des Regierungsrates oder des Departementes beschränkt sich auf die Gesetzmässigkeit, soweit nichts anderes vorgeschrieben ist. Art. 119 Eine Genehmigung durch das für Gemeindeangelegenheiten zuständige Departement ist erforderlich für: a) den Voranschlag mit der Festsetzung des Steuerfusses; b) die Gemeinderechnung; c) Reglemente über Gemeindeanstalten. Art. 120 Wird ein Missstand in der Gemeindeverwaltung oder eine Vernachlässigung öffentlicher Aufgaben festgestellt, mahnt der Regierungsrat den Gemeinderat, Abhilfe zu schaffen.
---------------------------------	--	---

Suite Schaffhouse		Art. 121 1 Der Regierungsrat ordnet nötigenfalls eine Untersuchung an. Er teilt seinen Beschluss dem Gemeinderat mit. 2 Nach Abschluss der Untersuchung erhalten die betroffenen Gemeindeorgane, in jedem Fall der Gemeinderat, Gelegenheit, sich zum Ergebnis der Untersuchung zu äussern. Art. 122 Der Regierungsrat kann nach fruchtloser Mahnung oder nach Abschluss der Untersuchung, in dringenden oder offenkundigen Fällen auch ohne Verzug, die folgenden Massnahmen treffen: a) Aufhebung von Beschlüssen, Verfügungen oder Wahlen; b) Erteilung verbindlicher Weisungen; c) ersatzweiser Erlass von Beschlüssen, Reglementen, Verfügungen und ersatzweise Durchführung von Wahlen; d) Suspendierung von Gemeindeorganen oder Behördemitgliedern im Amt. Art. 123 1 In besonders schweren Fällen kann der Kantonsrat einer Gemeinde vorübergehend das Recht auf Selbstverwaltung ganz oder teilweise entziehen. 2 Der Regierungsrat kann die nötigen vorsorglichen Massnahmen bis zum Entscheid des Kantonsrates treffen. Art. 124 1 Der Regierungsrat bestellt für die Gemeinde eine oder mehrere Sachwalterinnen oder einen oder mehrere Sachwalter, welche anstelle der Gemeindebehörden die Gemeindeverwaltung besorgen. 2 Der Regierungsrat kann solche Gemeinden einer anderen Gemeinde unterstellen. Dabei üben die Behörden und die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der verwaltenden Gemeinde die entsprechenden Funktionen der unterstellten Gemeinde aus.
---------------------------------	--	--

		Art. 125 Die Kosten der Untersuchung sowie der angeordneten Massnahmen hat die Gemeinde zu tragen, die hierfür Anlass gegeben hat. Art. 126 Der Zweckverband und die übrigen der Zusammenarbeit der Gemeinden dienenden öffentlichrechtlichen Organisationen unterliegen wie die Gemeinden der Staatsaufsicht.
Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Soleure	Art. 48 constitution (RS/SO 111.1) Zusammenarbeit, Zweckverbände 1 Die Gemeinden können zur Erfüllung bestimmter Aufgaben Zweckverbände oder gemeinsame Anstalten errichten, Verträge mit Gemeinden innerhalb und ausserhalb des Kantons abschliessen und sich an öffentlichen, gemischtwirtschaftlichen und privaten Unternehmungen beteiligen. 2 Die Stimmberechtigten der beteiligten Gemeinden haben Anspruch auf Mitwirkung; das Gesetz regelt die Einzelheiten. 3 Wenn regionale Aufgaben nur gemeinsam sinnvoll lösbar sind, kann das Gesetz die Gemeinden verpflichten, Zweckverbände zu bilden oder solchen beizutreten.	Gemeindegesetz (RS/SO 131.1) Zusammenarbeit der Gemeinden Erster Abschnitt Allgemeines Art. 164 I. Formen der Zusammenarbeit 1 Gemeinden können Aufgaben erfüllen, indem sie: a) Zweckverbände, gemeinsame Unternehmen oder Anstalten errichten;1) b) öffentlich-rechtliche Verträge abschliessen, um: 1. gemeinsame Institutionen und Organe einzurichten; 2. bestimmte Aufgaben einer Gemeinde an eine andere zu übertragen, sofern es mit dem Wesen der beteiligten Gemeinden vereinbar oder im Gesetz vorgesehen ist; c) sich gemeinsam an öffentlichen, gemischtwirtschaftlichen oder privaten Unternehmungen und Körperschaften beteiligen. 2 Beteiligen sich nur solothurnische Gemeinden und andere solothurnische öffentlich-rechtliche Körperschaften an Unternehmen, sind diese in der Regel öffentlich-rechtlich zu organisieren.2)

Suite Soleure		Art. 165 I I. Zusammenarbeit kantonalen und ausserkantonalen Gemeinden 1 Gemeinden können Aufgaben gemeinsam mit ausserkantonalen Gemeinden erfüllen. 2 Die Zusammenarbeit ist vom Regierungsrat auf Rechtmässigkeit zu prüfen und zu genehmigen. 3 Der Regierungsrat kann interkantonale Vereinbarungen über die Zusammenarbeit der Gemeinden abschliessen. Zweckverband Art. 166 I. Rechtsnatur und Entstehung 1 Der Zweckverband ist eine öffentlich-rechtliche Körperschaft mit eigener Rechtspersönlichkeit. 2 Sein Recht geht demjenigen der Verbandsgemeinden vor. 3 Der Zweckverband erhält Rechtspersönlichkeit, wenn die von den beteiligten Gemeinden angenommenen Verbandsstatuten vom Regierungsrat genehmigt sind. Art. 167 II. Organisationsform Der Zweckverband kann die ordentliche Organisationsform mit Zweckverbandsversammlung oder die ausserordentliche mit Delegiertenversammlung wählen. Art. 168 Die Zweckverbandsstatuten haben: a) die angeschlossenen Gemeinden zu nennen; b) Namen, Sitz, Zweck und Aufgaben des Verbandes zu bezeichnen; c) die politischen Rechte der Stimmberechtigten auszugestalten; d) die Organisation und Befugnisse der Verbandsorgane festzulegen; e) die finanziellen Mittel auszuweisen und festzuhalten, wie die finanziellen Lasten auf die Verbandsgemeinden verteilt werden; f) die Rechte und Pflichten der Verbandsgemeinden sowie die Ein- und Austrittsbedingungen zu bestimmen; g) die Liquidation zu regeln.
-----------------------------	--	---

Suite Soleure

Art. 169

IV. Politische Rechte der Stimmberechtigten

1 Den Stimmberechtigten stehen mit Ausnahme der obligatorischen Urnenwahlen und -abstimmungen die gleichen politischen Rechte zu wie in den Gemeinden:

- a) im Zweckverband mit Zweckverbandsversammlung wie in der ordentlichen Gemeindeorganisation;
- b) im Zweckverband mit Delegiertenversammlung wie in der ausserordentlichen Gemeindeorganisation.

2 In den Statuten kann zusätzlich vorgesehen werden, dass über bestimmte Beschlüsse und Wahlen an der Urne zu befinden ist.

3 Die Stimmberechtigten sind jährlich über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Zweckverbandes zu orientieren.

Art. 170

V. Mitwirkungsrechte der Verbandsgemeinden

1 Die beteiligten Gemeinden beschliessen die Zweckverbandsstatuten.

2 Statutenänderungen, die den Aufgabenkreis des Verbandes betreffen, die Verbandsgemeinden finanziell erheblich mehr belasten, die Delegiertenzahlen verändern oder die Austrittsbedingungen erschweren, sind von allen Verbandsgemeinden zu beschliessen.

3 Im Zweckverband mit Delegiertenversammlung kann in den Statuten vorgesehen werden, dass:

- a) bestimmte Sachgeschäfte der Delegiertenversammlung mit qualifiziertem Mehr zu beschliessen sind;
- b) bestimmte Beschlüsse der Delegiertenversammlung von allen oder der Mehrheit der Verbandsgemeinden zu genehmigen sind, damit sie verbindlich werden;
- c) bei Urnenabstimmungen zusätzlich zum einfachen Mehr der Stimmenden die Mehrheit der Verbandsgemeinden zustimmen muss.

4 Die Verbandsgemeinden sind über die Tätigkeit des Zweckverbandes zu informieren.

Art. 171

VI. Organisation

1. Organe des Zweckverbandes

Organe des Zweckverbandes sind:

- a) die Zweckverbandsversammlung;
- b) die Behörden:

Suite Soleure		1. die Delegiertenversammlung anstelle der Zweckverbandsversammlung; 2. der Vorstand; 3. die Rechnungsprüfungskommission oder Kontrollstelle; 4. die Kommissionen; c) die Behördemitglieder, Beamten, Beamtinnen und Angestellten. Art. 172 2. Zweckverbandsversammlung und Delegiertenversammlung A. Gemeinsame Bestimmungen a) Unübertragbare Befugnisse Der Zweckverbandsversammlung oder der Delegiertenversammlung stehen folgende nicht übertragbare Befugnisse zu: a) sie beschliesst über die in der ordentlichen Gemeindeorganisation der Gemeindeversammlung oder in der ausserordentlichen Gemeindeorganisation dem Gemeindeparlament vorbehaltenen Geschäfte; b) sie wählt den Vorstand, die Rechnungsprüfungskommission oder die Kontrollstelle und den Präsidenten oder die Präsidentin. Art. 173 b) Konstituierung Die Zweckverbandsversammlung oder die Delegiertenversammlung konstituiert sich selbst. Art. 174 B. Zweckverbandsversammlung im besonderen Die Zweckverbandsversammlung besteht aus den jeweils anwesenden Stimmberechtigten der Zweckverbandsgemeinden. Art. 175 C. Delegiertenversammlung im besonderen 1 Ist die Wahlart der Delegierten nicht in den Statuten vorgesehen, wird sie von den einzelnen Verbandsgemeinden in ihren Gemeindeordnungen bestimmt. 2 In den Statuten kann die Wahl von Ersatzdelegierten vorgesehen werden. 3 Die Delegierten haben Instruktionen der Verbandsgemeinden zu befolgen und ihnen Bericht zu erstatten.
-----------------------------	--	--

Suite Soleure		Art. 176 3. Vorstand Der Vorstand hat sinngemäss die Stellung und die Befugnisse des Gemeinderates bei der ausserordentlichen Gemeindeorganisation. Seine Mitglieder, mit Ausnahme des Präsidenten oder der Präsidentin, dürfen nicht der Delegiertenversammlung angehören. Art. 177 4. Rechnungsprüfung Die Mitglieder der Rechnungsprüfungskommission oder der Kontrollstelle dürfen keine andere Funktion im Zweckverband ausüben. Art. 178 5. Kommissionen 1 In den Statuten oder in rechtsetzenden Zweckverbandsreglementen können ständige Kommissionen vorgesehen werden. 2 Die Organe können nichtständige Kommissionen einsetzen. Art. 179 6. Behördemitglieder, Beamte, Beamtinnen und Angestellte Auf die Behördemitglieder, Beamten, Beamtinnen und Angestellten der Zweckverbände sind die Bestimmungen des fünften Titels sinngemäss anzuwenden. Art. 180 VII. Finanzhaushalt 1 Soweit in den Statuten vorgesehen, kann der Zweckverband in rechtsetzenden Reglementen festlegen, dass er: a) von den Benützern oder Benutzerinnen seiner Einrichtungen Beiträge und Gebühren erhebt; b) von den Verbandsgemeinden Beiträge einzieht. 2 Der Voranschlag des Zweckverbandes ist den Verbandsgemeinden bis zum 31. Oktober einzureichen. Art. §181. ... Art. 182 IX. Haftung für die Schulden des Verbandes 1 Für die Schulden haftet das Verbandsvermögen. 2 In den Statuten kann eine Nachschusspflicht der Verbandsgemeinden vorgesehen werden.
-----------------------------	--	--

Suite Soleure	Art. 183 X. Auflösung des Verbandes 1 Der Zweckverband kann aufgelöst werden, wenn es: a) alle Verbandsgemeinden einzeln beschliessen; b) die Mehrheit der Verbandsgemeinden einzeln beschliesst und der Regierungsrat bewilligt, sofern die Verbandsaufgaben bedeutungslos geworden sind oder ebenso gut und wirtschaftlich ohne Zweckverband erfüllt werden können. 2 Bekannte Gläubiger sind durch besondere Mitteilung, unbekannte Gläubiger durch öffentliche Bekanntmachung mindestens im Schweizerischen Handelsamtsblatt und im Amtsblatt zur Anmeldung allfälliger Ansprüche aufzufordern.¹⁾ Art. 184 XI. Verbandsinternes Beschwerdewesen Verfügungen, Entscheide und Beschwerdeentscheide der Kommissionen, Beamten und Beamtinnen können beim Vorstand angefochten werden. Art. 185 XII. Übrige Gesetzesbestimmungen 1 Im übrigen ist der Zweckverband sinngemäss nach den Vorschriften über die ordentliche oder ausserordentliche Gemeindeorganisation auszugestalten und zu führen. 2 Die Bestimmungen über die politischen Rechte der Stimmberechtigten, die Gemeindeorganisation, die Dienstverhältnisse, den Finanzhaushalt, das Gemeindearchiv, das Beschwerderecht und die Staatsaufsicht sind auf den Zweckverband sinngemäss anwendbar.
-----------------------------	---

Canton	Base constitutionnelle	Base législative
Schwyz	Art. 71 constitution (RS/SZ 100.000) 1 Bezirke und Gemeinden können sich zur gemeinsamen Erfüllung bestimmter Aufgaben zu einem öffentlichrechtlichen Zweckverband zusammenschliessen oder eine gemeinsame Anstalt betreiben. 2 Das Gesetz regelt die Voraussetzungen und die Aufsicht über die Zweckverbände.	Art. 4 Gesetz über die Organisation der Gemeinden und Bezirke (RS/SZ 152.100) Zweckverbände der Gemeinden 1 Die Statuten des Zweckverbandes bedürfen der Zustimmung jeder beteiligten Gemeinde und der Genehmigung des Regierungsrates. Der Regierungsrat verweigert die Genehmigung, wenn die Statuten für den Austritt und die Haftung keinen genügenden Schutz des Verbandszweckes und des Verbandsvermögens gewährleisten oder Rechtssätze verletzen. 2 Die Zweckverbände unterstehen der Aufsicht des Regierungsrates wie die Gemeinden.
Tessin	Constitution (RS/TI 1.1.1.1) Collaborazione intercomunale e consorzio di Comuni Art. 19 1Per eseguire determinate attività di pubblico interesse, i Comuni possono riunirsi in associazioni di diritto pubblico dotate di personalità giuridica oppure collaborare sotto ogni altra forma organizzativa di natura pubblica, mista o privata. 2Il Consiglio di Stato può costituire consorzi di Comuni nei casi e nei limiti previsti dalla legge. 3Il consorzio di Comuni è un ente di diritto pubblico costituito per l'esercizio di attività di pubblico interesse con statuto approvato dai Comuni e dal Consiglio di Stato.	Lei organica comunale (RS/TI 2.1.1.2) Ente autonomo di diritto comunale. Principio Art. 193c 1Il comune può costituire enti di diritto pubblico con propria personalità giuridica, anche con la collaborazione di altri enti pubblici e di privati. 2L'assemblea o il consiglio comunale adottano lo statuto dell'ente, secondo le modalità previste per il regolamento comunale. 3Il comune può attribuire il compito all'ente mediante mandato di prestazione. È applicabile l'art. 193b. Statuti e organizzazione Art. 193d 1Lo statuto dell'ente deve in particolare contenere: - scopi e compiti; - organi dell'ente, competenze e funzionamento; - meccanismi di controllo degli organi comunali;

Suite Tessin		- in che misura l'ente soggiace ai principi di gestione finanziaria comunale; - finanziamento, copertura del disavanzo, ripartizione degli utili; - eventuali mandati di prestazione; - modalità di scioglimento. Lo statuto deve essere approvato dal Consiglio di Stato. 21 conti dell'ente devono essere approvati dall'assemblea o dal consiglio comunale. I membri degli organi dell'ente sono vincolati agli articoli 32 e 100, quelli dell'Esecutivo pure all'art. 101, della presente legge. Sono inoltre applicabili gli art. 208 e seguenti. Scioglimento Art. 193e L'ente può essere sciolto in ogni tempo, se non vi si oppongono interessi pubblici preponderanti, secondo le modalità previste dallo statuto, con decisione del Legislativo comunale ratificata dal Consiglio di Stato.
Thurgovie	Art. 60 constitution (RS/TG 101) Der Kanton fördert die Zusammenarbeit der Gemeinden. Art. 61 constitution (RS/TG 101) 1 Gemeinden und andere Körperschaften des öffentlichen Rechtes können zur Erfüllung bestimmter Aufgaben Zweckverbände bilden. 2 Aus triftigen Gründen kann der Grosse Rat Gemeinden verpflichten, Zweckverbände zu bilden oder solchen beizutreten. 3 Das Gesetz bestimmt den notwendigen Inhalt der Verbandssatzungen. Es gewährleistet den Stimmberechtigten ausreichende Mitwirkungsrechte. Die Verbandssatzungen bedürfen der Genehmigung durch den Regierungsrat.	Gesetz über die Gemeinden (RS/TG 131.1) III. Zusammenarbeit der Gemeinden <i>1. Allgemeine Bestimmungen</i> Art. 37 Die Gemeinden können zur gemeinsamen Erfüllung ihrer Aufgaben zusammenarbeiten und insbesondere: 1. Zweckverbände bilden; 2. vertragliche Regelungen unter sich, mit dem Kanton sowie anderen öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Körperschaften und Anstalten treffen; 3. sich an Unternehmen beteiligen.

Suite Thurgovie		Art. 38 1 Der Regierungsrat kann Gemeinden zur vertraglichen Zusammenarbeit verpflichten, wenn sonst die Erfüllung einer bestimmten Aufgabe nicht gewährleistet ist. 2 Der Regierungsrat setzt den Gemeinden Frist zur Ausarbeitung eines Zusammenarbeitsvertrages. 3 Kommt innert Frist keine Einigung zustande, trifft der Regierungsrat die notwendigen Anordnungen. <i>2. Zweckverbände</i> Art. 39 Der Zweckverband ist eine öffentlich-rechtliche Körperschaft zur Erfüllung bestimmter Gemeindeaufgaben. Art. 40 1 Nebst dem in § 39 des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch 1) verlangten Mindestinhalt regeln die Statuten: 1. Zahl der Delegierten und deren Stimmen; 2. Einberufung der Delegiertenversammlung; 3. Zusammensetzung des Vorstandes; 4. Betrag, ab dem eine neue Ausgabe der fakultativen Volksabstimmung untersteht; 5. Geschäftsberichterstattung und Information der Öffentlichkeit; 6. Austrittsbedingungen. 2 Die Statuten müssen von allen beteiligten Gemeinden und Körperschaften angenommen werden.
-------------------------------	--	--

Suite Thurgovie	Art. 41 1 Über Statutenänderungen beschliesst die Delegiertenversammlung. Sie bedürfen der Zustimmung von zwei Dritteln der Stimmen. 2 Die Übernahme einer neuen Aufgabe bedarf der Zustimmung aller Gemeinden und Körperschaften. Art. 42 1 Organe sind mindestens: 1. Gesamtheit der beteiligten Gemeinden und Körperschaften; 2. Delegiertenversammlung; 3. Vorstand; 4. Kontrollstelle. 2 Die Statuten regeln Bestand, Wahl und Befugnisse der Organe. Art. 43 Der fakultativen Volksabstimmung im Verbandsgebiet unterliegen Beschlüsse der Delegiertenversammlung über: 1. neue Ausgaben, die den in den Statuten festgesetzten Betrag übersteigen; 2. Erhöhung des für die fakultative Volksabstimmung massgebenden Betrages. Art. 44 1 Die Volksabstimmung können verlangen: 1. die Behörden oder Vorstände eines Viertels der Verbandsmitglieder; 2. ein Zwanzigstel der Stimmberechtigten des Verbandes. 2 Die Vorlage ist angenommen, wenn die Mehrheit der Stimmenden und der Verbandsmitglieder zustimmt. 3 Die Bestimmungen des Gesetzes über das Stimm- und Wahlrecht für Volksbegehren in den Gemeinden gelten sinngemäss. Art. 45 Legen die Statuten keine anderen Grundsätze der Haushaltsführung fest, richtet sich der Haushalt nach den Vorschriften über das Rechnungswesen der Gemeinden Art. 46 1 Interkantonale Zweckverbände können durch die Statuten dem Recht eines anderen Kantons unterstellt werden, sofern die thurgauischen Gemeinden in der Minderheit sind. 2 Die Genehmigung der Statuten durch den Regierungsrat bleibt vorbehalten.
-------------------------------	---

Uri	Art. 71 constitution (RS/UR 1.1101) Gemeindeverbände 1 Mehrere Gemeinden können sich zu Zweckverbänden zusammenschliessen, um ihre Aufgaben gemeinsam zu erfüllen. Die Mitbestimmungsrechte der Stimmbürger müssen gewahrt bleiben. 2 Die Satzungen der Zweckverbände sind vom Regierungsrat zu genehmigen.	_62
Valais	Art. 71 constitution (RS/VS 101.1) ¹Les communes peuvent s'associer pour réaliser en commun certaines tâches d'utilité publique et constituer à cet effet des associations de droit public dotées de la personnalité juridique ou collaborer de toute autre manière. La loi fixe les principes de la collaboration, de la création et du fonctionnement des associations de communes. ²Sous certaines conditions précisées par la loi, le Conseil d'Etat peut contraindre des communes à collaborer ou à s'associer.	Loi sur les communes (RS/VS 175.1) Accomplissement des tâches, collaboration et fusion ou scission de communes Chapitre 1: Accomplissement des tâches Art. 106 Principe 1 Les communes accomplissent les tâches qui leur sont dévolues par la loi ainsi que les tâches qu'elles décident d'assumer elles-mêmes. 2 Elles peuvent les assumer par leurs propres moyens, par délégation ou par collaboration. 3 Les communes exercent librement leur activité dans les limites des législations cantonale et fédérale. Elles surveillent les personnes ou entités à qui elles ont confié l'accomplissement de certaines tâches. Elles veillent à ce que celles-ci leur fournissent des informations adéquates, notamment d'ordre financier. 4 Le canton peut prendre des mesures d'organisation pour soutenir et conseiller les communes, notamment au travers de leur fédération.

⁶² Aucune indication dans la loi sur les communes.

Suite Valais		Art. 107 Délégation 1 Les communes délèguent librement les tâches pour l'accomplissement desquelles elles sont autonomes. 2 Pour les autres tâches, la délégation requiert l'approbation du Conseil d'Etat. 3 La délégation peut être faite à une autre commune, à une association de communes ou à des tiers. La délégation à un tiers nécessite une mise au concours, sauf si la tâche est peu importante ou d'extrême urgence. 4 La décision de délégation doit renfermer au moins: a) la nature et l'étendue de la prestation à accomplir; b) les moyens de financement; c) la mention que la délégation a été approuvée par l'autorité compétente; d) les obligations du délégataire quant aux renseignements à fournir; e) la durée de la délégation et les modalités de surveillance et de résiliation. Chapitre 2: Collaboration Art. 108 Principe 1 Pour assumer leurs tâches, les communes peuvent collaborer avec d'autres communes, avec des associations de communes ou avec des tiers. 2 La collaboration peut revêtir les formes suivantes: a) une convention ou un contrat passé avec une autre commune, avec une association de communes de droit public ou de droit privé ou avec des tiers; b) l'adhésion à une association existante de droit public ou de droit privé; c) la constitution d'une association de droit public ou de droit privé ou d'une société mixte.
----------------------------	--	--

Suite Valais		Art. 109 Surveillance, instructions 1 Les communes surveillent la gestion des représentants auxquels elles ont droit ou qu'elles désignent dans les organismes de collaboration. Elles peuvent leur donner des instructions et prévoir la révocation des mandats lorsque ces instructions ne sont pas respectées. 2 Les mandats prennent fin à l'échéance de la période administrative communale. Ils peuvent être reconduits par les nouvelles autorités. Section 1: Collaboration sur la base du droit public Art. 110 Encouragement 1 En vue de favoriser les collaborations intercommunales, il est institué des conférences de présidents de commune, qui se constituent elles-mêmes. 2 Au besoin, les conférences peuvent se subdiviser en sous-groupes selon les intérêts en présence ou selon les contingences géographiques. 3 En l'absence de règles adoptées par les conférences elles-mêmes, les compétences et modalités de fonctionnement sont fixées dans le règlement d'application de la présente loi. Art. 111 Collaboration imposée 1 Lorsqu'une commune ne peut manifestement pas accomplir toute seule une tâche imposée par la loi ou lorsque l'accomplissement efficace et économique des tâches l'exige, le Conseil d'Etat peut fixer à des communes déterminées un délai pour collaborer. 2 Si aucune collaboration n'est soumise au Conseil d'Etat dans le délai imparti, celui-ci peut l'imposer. 3 Le canton peut faire dépendre ses subventions pour l'accomplissement de certaines tâches communales d'une collaboration intercommunale, si cette dernière permet une efficacité accrue ou des économies et qu'elle est dans l'intérêt public.
----------------------------	--	--

Suite Valais	Art. 112 Convention intercommunale 1 Deux ou plusieurs communes peuvent conclure une convention pour l'exploitation d'un service public sans personnalité juridique ou de services administratifs. 2 Ces conventions relèvent de la compétence de l'organe exécutif communal, dans la mesure des compétences fixées à l'article 17. Elles règlent la question de la propriété des immeubles et des meubles nécessaires à l'exploitation du service concerné. Elles délimitent d'une manière précise les compétences et les responsabilités et obligations réciproques de l'administration du service commun et celles des administrations communales intéressées. Elles prévoient en outre une faculté de résiliation. 3 Les différends surgissant entre les communes, dans le cadre de la convention, sont tranchés soit par le Tribunal cantonal, soit par le Conseil d'Etat, selon les compétences respectives, soit par arbitrage. Ce dernier est constitué conformément aux règles de la procédure civile. 4 Dans les cas où les parties ne peuvent s'entendre sur le choix des arbitres, le président du Tribunal cantonal les désigne dans un délai de trois mois. Art. 113 Collaboration supracantonale 1 Le Conseil d'Etat encourage la collaboration intercommunale avec des communes d'autres cantons ou pays. 2 Il convient avec les cantons ou pays intéressés des règles applicables et approuve les accords de collaboration. Section 2: Collaboration sur la base du droit privé Art. 1142 Contrat 1 Sur la base d'un contrat de droit privé, les communes peuvent collaborer entre elles ou avec des tiers. 2 Ce contrat relève de la compétence du conseil municipal. Il est approuvé par l'assemblée primaire dans la mesure des compétences fixées à l'article 17 de la présente loi.
----------------------------	---

Suite Valais	Art. 115 Personne morale de droit privé 1 Les communes peuvent adhérer à une personne morale de droit privé (fondation, association au sens des articles 60ss du Code civil suisse ou société au sens du Code des obligations) ou en constituer elles-mêmes. 2 La constitution d'une telle personne morale ou l'adhésion à une personne morale existante nécessite l'approbation de l'assemblée primaire, dans la mesure des compétences de l'article 17. 3 Les articles 75 et 84 de la présente loi sont applicables. Section 3: Association de communes Art. 116 Principe 1 Les communes ont la faculté de s'associer en vue d'accomplir, en commun, une ou plusieurs tâches communales ou régionales déterminées et d'intérêt public, même si ces tâches n'ont aucun lien de connexité. Ces associations sont des collectivités de droit public dès qu'elles sont organisées conformément aux articles 117 à 128. 2 Le Conseil d'Etat est compétent pour obliger une commune à faire partie d'une association lorsqu'elle ne peut manifestement pas accomplir elle-même une tâche prescrite par la loi. 3 L'association des communes accomplit les tâches qui lui sont confiées en lieu et place des communes membres. Elle jouit dans l'accomplissement de ces tâches de la même autonomie que ces communes elles-mêmes. 4 Les dispositions du titre 3 sont applicables par analogie aux associations de communes. Art. 117 Statuts 1 Les statuts élaborés d'un commun accord par les conseils municipaux sont soumis au vote de l'assemblée primaire ou du conseil général. 2 Les statuts doivent notamment déterminer: a) les communes membres de l'association;
----------------------------	--

Suite Valais		<i>b)</i> le nom de l'association et le ou les buts poursuivis; <i>c)</i> le siège de l'association; <i>d)</i> les obligations et participations de chacune des communes membres; <i>e)</i> les règles qui président à l'établissement des comptes, à leur révision et à la fixation du budget; <i>f)</i> le nombre de délégués de chacune des communes membres compte tenu des intérêts représentés; <i>g)</i> les modalités des convocations assurant à chaque commune la possibilité d'être représentée; <i>h)</i> les compétences respectives, notamment en matière de nouveaux crédits, de l'assemblée des délégués et du comité, la procédure de leurs délibérations avec quorum éventuel; <i>i)</i> la procédure de dissolution, ainsi que les conditions à observer pour le retrait d'un membre; <i>j)</i> la répartition du patrimoine de l'association lors de sa dissolution, au cas où cette répartition se fait d'une manière différente de celle des bénéfices; <i>k)</i> les conditions d'adhésion d'une nouvelle commune; <i>l)</i> les modalités d'information des communes membres et des citoyens: budget, rapport annuel, publication des décisions, publicité des procès-verbaux de l'organe législatif de l'association; <i>m)</i> les règles essentielles ainsi que le montant à partir duquel les dépenses sont soumises au référendum facultatif. 3 La modification des statuts relève de la compétence de l'assemblée des délégués. Demeure réservé le référendum facultatif à l'encontre de la modification des règles essentielles définies par les statuts.
----------------------------	--	---

Suite Valais	Art. 118 Approbation par le Conseil d'Etat 1 Une fois acceptés par les communes adhérentes, les statuts sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. Celle-ci est également requise pour toute modification des statuts. 2 L'approbation du Conseil d'Etat confère à l'association la personnalité morale de droit public. Art. 119 Organes Les organes de l'association sont: a) l'assemblée des délégués; b) le comité de direction; c) les réviseurs. Art. 120 Composition de l'assemblée des délégués 1 L'assemblée des délégués est composée des représentants des communes membres de l'association désignés selon les statuts. 2 L'assemblée des délégués joue, dans l'association, le rôle de l'organe délibérant dans la commune. 3 Sauf disposition contraire des statuts, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. Art. 121 Durée des mandats 1 Les délégués sont désignés pour la durée de la période administrative. 2 Les délégués peuvent être révoqués par l'autorité qui les a nommés. Art. 122 Référendum facultatif 1 Sont soumises au référendum facultatif les décisions concernant: a) les modifications essentielles des statuts, définies par les statuts eux-mêmes; b) les dépenses nettes supérieures au montant fixé par les statuts.
----------------------------	--

Suite Valais	2 Les actes soumis au référendum sont affichés au pilier public des communes concernées avec la mention du délai référendaire et du lieu de dépôt de la demande et des signatures. Art. 123 Procédure 1 Un cinquième des communes membres qui s'expriment par leurs organes exécutifs ou un cinquième de l'ensemble des électeurs des communes concernées peuvent demander que les affaires mentionnées à l'article 122 soient soumises à la votation populaire dans la forme prévue par la législation régissant les élections et les votations. 2 Les statuts peuvent abaisser cette quote-part jusqu'à un dixième des électeurs ou à 1000 électeurs. 3 Pour le surplus, l'article 70 alinéas 5 à 7 est applicable par analogie. 4 L'objet soumis au vote n'est accepté que s'il est approuvé par la majorité des citoyens votants et des communes. Art. 124 Comité de direction 1 Un comité de direction de trois membres au moins exerce les compétences qui lui sont attribuées par les statuts. Il représente l'association envers les tiers. 2 L'association est engagée par la signature collective à deux du président ou du vice-président et d'un autre membre du comité de direction. Art. 125 Réviseurs Les réviseurs sont désignés selon les statuts. Ceux-ci peuvent prévoir que les réviseurs de chacune des communes membres fonctionnent à tour de rôle. Les articles 84 et 85 sont applicables par analogie. Art. 126 Ressources 1 L'association n'a pas le droit de lever des impôts. En revanche, elle peut percevoir des contributions auprès des communes membres et, si les statuts le prévoient, auprès des utilisateurs du service qu'elle administre. 2 Les charges sont réparties conformément aux dispositions retenues dans les statuts.
----------------------------	--

Suite Valais		Art. 127 Retrait de l'association 1 Une commune garde en principe le droit de se retirer de l'association, moyennant avertissement préalable prévu par les statuts. Les statuts déterminent les conditions de retrait. Ils peuvent interdire l'exercice de ce droit pendant un certain délai à partir de la constitution de l'association. 2 A défaut d'accord, les droits et les obligations de la commune sortante envers l'association sont déterminés par des arbitres, nommés conformément à l'article 112 de la présente loi. 3 A la demande de l'association, le Conseil d'Etat peut contraindre une commune à demeurer au sein de l'association, pour les motifs énoncés à l'article 116 alinéa 2 de la présente loi. Art. 128 Dissolution 1 Sauf disposition contraire des statuts, l'association est dissoute par la volonté de tous les organes délibérants des communes membres. La décision de dissolution est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat. 2 Au cas où une seule commune manifeste une volonté contraire, la décision de dissolution est soumise à l'arbitrage du Conseil d'Etat. 3 La liquidation est opérée par les soins des organes de l'association.
Vaud	Art. 155 constitution (RS/VD VD 101.01) ¹ L'Etat encourage les collaborations entre communes, en particulier les fédérations. ² Les communes peuvent déléguer une ou plusieurs de leurs tâches à des fédérations, à des agglomérations ou à d'autres types d'organisations intercommunales; elles veillent à choisir la forme la plus appropriée. ³ La loi A peut imposer une collaboration lorsqu'elle est nécessaire à l'accomplissement de certaines tâches ou à une répartition équitable des charges entre communes. ⁴ La loi définit l'organisation, le financement et le contrôle	Loi sur les communes (RS/VD 175.11) Art. 107a Principes ¹ Plusieurs communes peuvent collaborer pour accomplir ensemble des tâches d'intérêt commun. Elles veillent à choisir la forme de collaboration la plus appropriée. ² La collaboration intercommunale revêt en principe les formes suivantes :

Suite Vaud	démocratique des diverses formes de collaboration intercommunale.	a. contrat de droit administratif; b. entente intercommunale; c. association de communes; d. fédération de communes; e. agglomération; f. personnes morales de droit privé. ³ L'article 3a est réservé. Art. 107b Contrat de droit administratif ¹ Une ou plusieurs municipalités peuvent déléguer certaines de leurs attributions à une autre municipalité, cas échéant à l'autorité exécutive d'une association de communes, d'une fédération de communes ou d'une agglomération. A cet effet, elles concluent un contrat de droit administratif (convention) dont la teneur est portée à la connaissance des conseils généraux ou communaux. ² Un exemplaire est remis aux préfectures des districts concernés
Zoug	-	Gesetz über die Organisation und die Verwaltung der Gemeinden (Gemeindengesetz) (RS/ZG 171.1) Art. 4 <i>Kanton und Gemeinden</i> 1 Die Gemeinden unterstehen der Aufsicht des Kantons. 2 Der Kanton unterstützt die Zusammenarbeit unter den Gemeinden.

Suite Zoug		<i>6. Abschnitt: Gemeinsame Erfüllung von Aufgaben</i> <i>A. Allgemeine Bestimmungen</i> Art. 40 <i>Formen</i> 1 Die Gemeinden können zur gemeinsamen Erfüllung ihrer Aufgaben: 1. Zweckverbände errichten; 2. Aufgaben einer andern Gemeinde übertragen; 3. gemeinsame Verwaltungsstellen, Einrichtungen und öffentlich-rechtliche Anstalten schaffen; 4. Einrichtungen anderer Gemeinden benutzen und deren Personal beanspruchen; 5. sich an gemeinsam begründeten Unternehmungen des privaten Rechts beteiligen. 2 Die Gemeinden begründen eine solche Zusammenarbeit durch den Abschluss entsprechender Verträge. Art. 41 <i>Beteiligung des Kantons</i> Der Kanton kann sich an der Zusammenarbeit der Gemeinden beteiligen. Art. 42 <i>Beteiligung von Gemeinden anderer Kantone</i> An der Zusammenarbeit können sich nach den Grundsätzen dieses Gesetzes auch Gemeinden anderer Kantone beteiligen. Die Rechte der Aufsichtsbehörde werden dadurch nicht berührt. Art. 43 <i>Beteiligung an ausserkantonalen Einrichtungen</i> 1 Die Gemeinden können sich an Zweckverbänden anderer Kantone beteiligen und Verträge über die Benützung von Einrichtungen und die Beanspruchung von Personal ausserkantonaler Gemeinden abschliessen. 2 Die entsprechenden Vereinbarungen bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. <i>B. Zweckverband</i> Art. 44 <i>Rechtsnatur</i> 1 Der Zweckverband ist eine öffentlich-rechtliche Körperschaft zur gemeinsamen Erfüllung einer gemeindlichen Aufgabe.
--------------------------	--	--

Suite Zoug		2 Das Recht des Zweckverbandes wird bestimmt durch den Gründungsvertrag und die Verbandsordnung sowie, bei Fehlen entsprechender Regelungen, durch die Bestimmungen dieses Gesetzes. 3 Der Zweckverband tritt im Umfang der ihm übertragenen Aufgabe an die Stelle der betreffenden Gemeinde. Sein Recht geht demjenigen der Gemeinden vor. Art. 45 <i>Gründung</i> 1 Der Zweckverband wird durch Vereinbarung zwischen den beteiligten Gemeinden und durch Genehmigung der Verbandsordnung begründet. 2 Die Vereinbarung und die Verbandsordnung bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Art. 46 <i>Verbandsordnung</i> 1 Die Verbandsordnung hat Bestimmungen zu enthalten über: 1. Zweck des Verbandes; 2. Sitz des Verbandes; 3. Bezeichnung, Zusammensetzung, Wahl und Einberufung der Verbandsorgane; 4. Zuständigkeiten der einzelnen Verbandsorgane und Mitwirkungsrechte der Vertragsparteien; 5. Beschlussfassung innerhalb der Verbandsorgane; 6. Beschaffung der finanziellen Mittel; 7. Voraussetzungen und Verfahren bei Ein- und Austritt von Vertragsparteien; 8. Verfahren bei Auflösung des Verbandes; 9. Verfahren zur Änderung der Verbandsordnung. 2 Eine Änderung des Verbandszweckes oder der Zusammensetzung der Verbandsorgane bedarf der Zustimmung aller Vertragsparteien. Entsprechende Beschlüsse bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Art. 47 <i>Mittelbeschaffung und Haushalt</i> 1 Der Zweckverband erhebt von den beteiligten Gemeinden gemäss der Verbandsordnung Beiträge, soweit er seine Ausgaben nicht aus anderen Einnahmen decken kann. 2 Der Zweckverband kann Gebühren und Vorzugslasten erheben. Das Recht zur Erhebung von Steuern steht ihm dagegen nicht zu.
--------------------------	--	--

Suite Zoug		3 Der Zweckverband untersteht den Vorschriften über den Gemeindehaushalt und das Rechnungswesen (§§ 19 ff.). Art. 48 <i>Haftung</i> 1 Für Verbindlichkeiten gegenüber Dritten haftet der Zweckverband. 2 Subsidiär haften die Vertragsparteien entsprechend ihrem Anteilsverhältnis bei der Beitragspflicht. 3 Die Verantwortlichkeit der Organe des Zweckverbandes richtet sich nach den kantonalen Bestimmungen. Art. 49 <i>Reglemente und Verfügungen</i> 1 Der Zweckverband erlässt die zur Erfüllung seiner Aufgabe notwendigen Reglemente und trifft die entsprechenden Verfügungen. 2 Das Verwaltungsrechtspflegegesetz¹⁾ ist sinngemäss anwendbar. Art. 50 <i>Anschluss weiterer Gemeinden</i> 1 Der Zweckverband ist nach Möglichkeit als offener Verband einzurichten. 2 Der Regierungsrat kann dem Zweckverband weitere Gemeinden anschliessen, wenn der angestrebte Zweck ohne den Anschluss nicht oder nur schwer erreicht werden kann. Der Beschluss des Regierungsrates bedarf der Genehmigung des Kantonsrates. 3 Können sich der Zweckverband und die zwangsweise angeschlossene Gemeinde über die Teilung der finanziellen Lasten oder die Zusammensetzung und die Wahl der Organe nicht einigen, entscheidet das Verwaltungsgericht unter Berücksichtigung der bisherigen Verbandsordnung. Art. 51 <i>Beschränkung des Austrittes</i> 1 Eine Gemeinde kann aus dem Zweckverband austreten, wenn dies die Erfüllung der Verbandsaufgabe nicht übermässig erschwert. Im Streitfalle entscheidet das Verwaltungsgericht als einzige Instanz. 2 Eine austretende Gemeinde hat keinen Anspruch auf das Vermögen des Verbandes. Die durch den Austritt einer Gemeinde dem Verband entstehenden Kosten gehen zulasten der austretenden Gemeinde.
--------------------------	--	--

Suite Zoug	Art. 52 <i>Auflösung</i> 1 Der Zweckverband wird aufgelöst: 1. nach den Bestimmungen der Verbandsordnung; 2. durch Beschluss des Regierungsrates, wenn die Aufgabe des Verbandes unbedeutend geworden ist oder zweckmässiger ohne Verband erfüllt werden kann. Der Beschluss bedarf der Genehmigung des Kantonsrates. 2 Die Liquidation obliegt den Verbandsorganen. C. Übrige Formen der Zusammenarbeit Art. 53 <i>Vertragsinhalt</i> Der zwischen den beteiligten Gemeinden geschlossene Vertrag hat Bestimmungen zu enthalten über: 1. Art und Umfang der Zusammenarbeit; 2. Finanzierung; 3. Auflösung. Art. 54 <i>Verantwortlichkeit</i> 1 Eine Gemeinde, die für eine andere eine Aufgabe übernimmt, handelt in eigenem Namen und ist gegenüber den Angehörigen der anderen Gemeinde verantwortlich. 2 Die Aufsicht über gemeinsame Verwaltungsstellen und Einrichtungen wird von den beteiligten Gemeinden gemeinsam geführt. Gegenüber den Angehörigen einer Gemeinde ist deren Gemeinderat verantwortlich. 3 Bei der Benützung von Einrichtungen und der Beanspruchung von Personal einer anderen Gemeinde bleibt die auftraggebende Gemeinde verantwortlich.
--------------------------	---

Zurich	Constitution (RS/ZH 101) B. Zusammenarbeit der Gemeinden Art. 90 Die Gemeinden können Aufgaben gemeinsam erfüllen. Der Kanton ermöglicht die Zusammenarbeit der Gemeinden über die Kantonsgrenzen hinaus. Er unterstützt sie bei der Wahrung ihrer Interessen. Vertragliche Art. 91 Zur gemeinsamen Erfüllung einer oder mehrerer Aufgaben können die Gemeinden untereinander Verträge abschliessen. Das Gesetz legt fest, unter welchen Voraussetzungen Verträge von den Stimmberechtigten oder dem Parlament genehmigt werden müssen. Art. 92 Zur gemeinsamen Erfüllung einer oder mehrerer Auf-Zweckverbände gaben können sich die Gemeinden zu Zweckverbänden zusammenschliessen. Sie können dazu verpflichtet werden, wenn wichtige öffentliche Interessen es erfordern. Das Gesetz regelt das Verfahren. Zweckverbände sind selbstständige Körperschaften des öffentlichen Rechts. Sie regeln ihre Aufgaben und ihre Organisation in Statuten. Die Statuten der Zweckverbände bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Dieser prüft sie auf ihre Rechtmässigkeit. Art. 93 Zweckverbände sind demokratisch zu organisieren. Die Volksrechte in der Gemeinde gelten sinngemäss auch für Zweckverbände. Das Initiativrecht und das Referendumsrecht stehen den Stimmberechtigten im gesamten Verbandsgebiet zu. C. Aufsicht Art. 94 Gemeinden, Zweckverbände und die weiteren Träger kommunaler Aufgaben stehen unter der Aufsicht der Bezirksbehörden und des Regierungsrates.	Art. 7 Gesetz über das Gemeindewesen(Gemeindegesetz) (RS/ZH 131.1) Wo besondere Verhältnisse es als wünschenswert erscheinen lassen, können sich Gemeinden miteinander verbinden, um einzelne Zweige der Gemeindeverwaltung gemeinschaftlich zu besorgen, und hiefür besondere Organe schaffen. Die Vorschriften über Zweck und Organisation solcher Zweckverbände bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Zweckverbände können, wenn es für die Lösung von Gemeindeaufgaben notwendig ist, auch gegen den Willen einzelner Gemeinden geschaffen werden, und zwar Verbände von politischen und Kirchgemeinden durch Beschluss des Kantonsrates, Verbände von Schul- und Zivilgemeinden durch Beschluss des Regierungsrates. Vor der Beschlussfassung über die Bildung eines Zweckverbandes von Kirchgemeinden ist der Kirchenrat anzuhören. Richtet sich die Kostenverteilung bei Gemeindeverbindungen ganz oder teilweise nach der Steuerkraft, wird die um einen allfälligen Steuerkraftausgleich berechnete Steuerkraft der Verbandsgemeinden berücksichtigt.
--------	--	---

Références bibliographiques

DAFFLON Bernard/PERRITAZ Steve, La collaboration intercommunale, Proposition d'une méthode d'analyse comparative des aspects institutionnels, opérationnels et socio-économiques des diverses formes d'intercommunalité, working paper 335, Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Fribourg, 2000. Disponible sous www.ti.ch/DI/DI/SezEL/Agglomerati/documentazione/WP_335.pdf.

GUY-ECABERT Christine, Divers instruments de la collaboration intercommunale, en particulier le contrat de coordination, in RDAF, 2004, vol. I, p. 81-101.

HORBER-PAPAZIAN Katia/JACOT-DESCOMBES Caroline, La collaboration intercommunale en Suisse, in TANQUEREL Thierry/BELLANGER François(ed.), L'avenir juridique des communes, Schulthess, Genève, Zurich, Bâle, 2007, p. 105-123.

LADNER Andreas, Collaborations et fusions dans les communes suisses, in HORPER-PAPAZIAN Katia (ed), L'espace local en mutation, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2001, p. 3-15.

MANFRINI Pierre Louis/WISARD Nicolas, Les instruments juridiques de la collaboration intercommunale, Aperçu de la situation dans les cantons romands, in HORPER-PAPAZIAN Katia (ed), L'espace local en mutation, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2001, p. 17-35.

SOGUEL Nils, Collaboration ou fusion de communes: conditions économiques, in HORPER-PAPAZIAN Katia (ed), L'espace local en mutation, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2001, p. 63-84.

STEINER Reto, Interkommunale Zusammenarbeit und Gemeindegemeinschaften in der Schweiz, Verlag Paul Haupt, Berne (etc.), 2002.

STEINER Reto, Interkommunale Zusammenarbeit in der Schweiz, in SIR-Mitteilungen und Berichte, Bd 32/2006, p. 53-64